LE PLAN B

www.leplanb.org

Oct.-nov. 2006 - N° 4 Bimestriel - Critique des médias et enquêtes sociales 2 euros



Le courrier du cœur

Le Plan B, 40 rue de Malte, 75011 Paris - contact@leplanb.org

« Messieurs,
Je ne renouvèlerai pas mon abonnement au Plan B. […] Je place la défense des lapins, faisans, perdrix et canards très au-dessus et bien au-delà des idées produites par l'espèce humaine. Ces idées fussent-elles inspirées par l'admirable Pierre Bourdieu. »

Courriel :
☐ J'apporte au *Plan B* un soutien de 40 € (chèque à l'ordre de « La Sardonie Libre »)
☐ Je m'abonne au *Plan B* (10 numéros) à partir du n° .... et vous joins un chèque de 20 € (… Libre »)
☐ Je commande ..... paquets de 10 exemplaires pour diffusion militante et vous envoie …

** Pour les abonnements hors France :
Europe : Abonnement pour 10 numéros 25 € (frais de port compris)
Reste du monde : Abonnement pour 10 numéros 30 € (frais de port compris)
Nous contacter pour la diffusion militante

J'adore faire ce chèque à la Sardonie Libre !

Merci d'exister et de nous donner l'occasion de commettre un acte de résistance qui prolonge l'engagement syndical ringardisé, parce que redouté par le capital et le… PPA ! Dans mon attirail de militante Cgt, j'anime notamment un stage de nouveaux adhérents et un stage de nouveaux élus ou militants. Lors du tour de table où chacun(e) se présente (nom, entreprise, métier,… et passion ou loisirs), j'en profite pour décliner mon goût pour la lecture et… la presse comme ex PLPL et Plan B

Cher *Plan B*, […] je rêve parfois de pendre les chefs de *Télérama* avec les tripes de Nicolas Demorand [le présentateur du 7 h-9 h 30 de France Inter].

Réponse du *Plan B* : Nous sommes durs, vous êtes pires.

Objet : LCR
Date : 26 juillet 2006.
Salut,
Je suis un militant de la LCR qui tient à vous remercier pour l'article publié à propos de la surmédiatisation de son porte-parole. Il est nécessaire que des gens comme vous nous rappellent certaines vérités élémentaires. Soyez sûrs que ce genre d'articles ne passe pas inaperçu, et que vous contribuez à la lutte qui est la nôtre, révolutionnaire.

Bonjour à toute l'équipe du *Plan B*.
Voilà, je vous écris après avoir acheté et lu vos 2 premiers numéros. Un article m'a profondément choqué, à savoir la manière dont vous avez décrit le portrait de 2 chasseurs. Vous avez votre carte à CPNT (carnage, pinard, nazi et traditions) ou quoi ? Votre manière de rendre « angélique » le quotidien de 2 nemrods est un petit peu démago […]. Qui ose en France s'en prendre aux chasseurs ? Pas vous en tout cas. […] Je précise que je ne suis qu'un petit conducteur de trains de 44 ans, syndicaliste et randonneur. Quand au PPA, je pense que les chasseurs en font partie ; il suffit de regarder Pernaut, toute la presse quotidienne régionale, TF1 en général… Alors, oui, je m'interroge : pourquoi 2 pages sur 2 tueurs de canards dans votre journal ? Combien de soldats de l'armée mexicaine ont leur « permis » de chasser ? Votre manière de dédouaner les chasseurs en présentant 2 « gentils » chasseurs n'a rien à faire là ; on chasse ou pas. Et la chasse en France est une aberration qui ne devrait plus exister. Cordialement.

Chers camarades du Plan B,

Voici mon bulletin de ré-abonnement (et comment !) à votre excellentissime journal.

J'ai été très touchée par votre article "la lutte des classes". A 30 ans, je viens en effet d'obtenir de haute lutte le permis de chasser, en réaction à cette putain de société pro-citadine qui n'entrevoit la campagne que par le lorgnon touristique de la pompe à billets. Ici, on lutte contre le massacre déjà bien programmé que serait le passage d'une ligne de train à très grande vitesse, ou contre l'implantation de bases touristiques qui défigurent les lacs sauvages et mettent à sec les dernières zones humides. Militante et issue d'une famille de libertaires chasseurs, je suis continuellement en conflit avec les copains, car à l'extrême gauche, on se fait aussi bouffer par les idées dominantes parisiennes, relayées avec brio par les P.Q. de Val et Jean July, et qui dictent à tous ceux qui n'ont aucune vraie expérience de la campagne que la chasse est sanguinaire et irresponsable. C'est pourtant un des derniers liens sociaux, ici, alors qu'on pète un à un les quelques services publics…

Votre article n'a pas ému que moi et un autre copain chasseur – punk à crête et plus capable d'aimer que son chien – vous adresse, par mon intermédiaire son abonnement. C'est donc un chèque de 40 € que vous trouverez ci-joint. Vous pouvez l'abonner à partir du n° 3.

Putain, chu pas déçue de vous soutenir depuis PVPP et PVPV !

Continuez ! et Merci ! [signature]

NOS CHIENS VOUS DISENT MERCI !

Attention : changement d'adresse pour les abonnements !

***Le Plan B* dispose désormais d'un service d'abonnements ouvert du lundi au vendredi. N'hésitez pas à le contacter en cas de changement d'adresse, de non-réception, ou si vous souhaitez connaître la date d'échéance de votre abonnement. Pour vous abonner, envoyez-nous les informations suivantes sur papier libre :**

– Nom, prénom, adresse postale, courrier électronique.
– Je m'abonne au *Plan B* (10 numéros) et vous joins un chèque de 20 euros à l'ordre de « La Sardonie libre ».
– Je commande..... paquets de 10 ex. de ce numéro pour diffuser *Le Plan B* autour de moi et vous joins un chèque de..... x 12 euros.
– J'apporte un soutien de....... euros au *Plan B*.
Par chèque bancaire à l'ordre de « La Sardonie libre »

Adresse : Le Plan B, service abonnements, BP n° 1, 59361 Avesnes-sur-Helpe Cedex.
Tél. : 03 27 56 38 55 - Fax. : 03 27 61 22 52
Mail : abonnements@leplanb.org

Diffusion militante :

Des centaines d'abonnés ont pris en main la diffusion du *Plan B* dans leur région. Rejoignez-les ! Faites-vous connaître par courrier postal ou électronique. *Le Plan B* vous mettra en contact avec les correspondants de votre région.

Adresse : Le Plan B, 40, rue de Malte, 75011 Paris.
Tél. : 08 71 51 66 08 - Fax. : 01 43 48 63 41
Mail : admin@leplanb.org

Imprimé à l'imprimerie de l'Avesnois. 59440 Avesnes-sur-Helpe ✱ CPPAP 0611K88117 ✱ ISSN 1950-1625 ✱ Édité par La Sardonie libre, sarl de presse ; RCS Paris 488 135 443 ✱ Taulier : Marc Pantanella.

L'armée mexicaine du Plan B :

Direction de la publication : Gilles Balbastre
Direction granitique : Pierre Rimbert, Élodie Couratier, Serge Halimi ✱ Direction du bon goût : Marc Pantanella, Mathieu Collighan ✱ Direction des opérations : Olivier Cyran, Vincent Sardon ✱ Direction des études : Stéphanie Caboche, Philippe Monti, Botox ✱ Direction tricéphale : Achile Mortu, Damien Doignot, Denis Souchon ✱ Direction picarde : Aline Dekervel, Fabian Lemaire, François Ruffin
Direction du savon à barbe : Mister Choubi, Denis Perais
Direction Palavas-les-Flots : Antoine Schwartz, Dominique Pinsolle ✱ Direction délicieuse : Clothilde Dozier, Samuel Dumoulin ✱ Direction assistée : Mathias Reymond, Julien Parent, Hamed Askari ✱ Direction logistique : Sébastien Marchal, Yvon Bureau, Benoît Breville, Arnaud Rindel
Direction de la propagande : Claude Pfeffer, Béatrice Vincent
Direction agricole : Alain Accardo, Antoine Bureau.

Petits tourments de « grands électeurs »

À force d'éluder la critique des médias pour conserver les faveurs de la presse, les formations contestataires en viennent à sucer la roue… de François Bayrou.

Pour que la démocratie ne sorte jamais de son lit, la IIIe République avait veillé à étouffer l'Assemblée nationale sous la couenne d'un Sénat conservateur. Cette Chambre, garante de l'ordre social, était élue – elle l'est toujours – au suffrage indirect par des notables : les « grands électeurs ».

Depuis vingt ans, la prétention des journalistes et des sondeurs à devenir les « grands électeurs » de la République n'a cessé de s'affirmer. Nul ne les élit, mais ils présélectionnent les impétrants de chaque camp. Leur objectif ? Réduire les élections aux dimensions d'une primaire entre candidats agréés par la classe dirigeante et, en son sein, par les industriels qui possèdent la presse. *« Oui, j'assume,* explique Étienne Mougeotte, vice-président de TF1 (1,6 million d'euros en 2005) : *nous roulons pour le bipartisme. Parce que la vraie démocratie, c'est ça. Et c'est ça que je voudrais pour mes enfants*[1] *»*. Mais, depuis dix ans (Delors, Balladur, Jospin, « oui » au référendum), les électeurs se cabrent devant l'avoine qu'on leur sert.

Au sein de la gauche de gauche, la campagne contre le traité de Constitution européenne a imposé la critique des médias comme une priorité politique. Même les porte-parole les plus prévenants pour les journalistes en convenaient : le parti pris en faveur du « oui » était trop accentué, le déséquilibre trop manifeste. Pourtant, sitôt le scrutin clos, nombre d'entre eux ont repris leur danse du ventre en direction d'une presse qu'ils qualifiaient la veille d'« antidémocratique ». En refusant d'inscrire à l'agenda électoral la question de la propriété des grands moyens d'information, la gauche antilibérale a offert à François Bayrou l'occasion de se métamorphoser en Leader Maximou.

Le 2 septembre, pour la première fois depuis la privatisation de TF1, un responsable politique français convié au journal de 20 heures de la Une profite de cette tribune pour remettre en cause l'influence idéologique des propriétaires de médias (*lire p. 10-11*). Des colonnes de *L'Express* aux studios de France Inter, Bayrou dénonce *« l'orchestration médiatique »* par Bouygues, Lagardère et Dassault d'une campagne circonscrite à l'affrontement entre Sarkozy et Sarcosette. Au passage, il démontre la vacuité de l'excuse souvent avancée par les contestataires pour s'affranchir de toute critique des médias : « Si nous les attaquons, ils ne nous inviteront plus ! »

Un ex-ministre de Balladur réveille le PCF

Interloqués par le comportement insolite de Bayrou, les journalistes ont oublié de rappeler son pedigree : député UDF dès 1986, il appartient à la majorité qui installe les groupes industriels vivant des commandes de l'État à la tête des plus grands médias (loi Léotard de 1986, vente de TF1 à Bouygues en 1987, etc.) ; en 1994, il siège au gouvernement Balladur, qui relève les seuils de concentration dans l'audiovisuel (loi Carignon). Il tutoie les dirigeants de la Une et ne trouve pas anormal que Jean-Pierre Elkabbach demande conseil à Sarkozy pour l'embauche d'un journaliste à Europe 1.

Si les quotidiens nationaux contrôlés par Lagardère (*Le Monde*, *Le Parisien*), par Dassault (*Le Figaro*) et par Rothschild (*Libération*) ont jugé prudent de ne pas ouvrir un « grand débat citoyen » sur les méfaits du Parti de la presse et de l'argent, les frasques de Bayrou titillent la « gauche de gauche ». Dans une « Lettre au collectif national pour des candidatures antilibérales sur nos rapports aux médias » datée du 13 septembre, des militants et des responsables du PCF rappellent qu'*« une véritable transformation de notre société nécessite une transformation de l'information »*. La suite mérite de figurer en texte intégral dans les colonnes du *Plan B* :

« Nous devrions affirmer collectivement comme individuellement, notre volonté :

– de refuser le cadre formaté qui nous est proposé en ne s'adonnant pas, par exemple, au jeu des petites phrases politiciennes ou au top 10 des plus médiatisés ;

– d'exclure toute participation à des émissions bouffonnes qui, par essence, produisent une parodie de débat, discréditent la politique et bafouent l'intelligence des citoyens ;

– de favoriser la diversité de nos représentants plutôt qu'accepter l'hospitalité souvent vénéneuse que les médias accordent exclusivement à ceux qu'ils considèrent comme de bons clients ;

– de rejeter la dictature des sondages et des baromètres de notoriété qui appauvrissent la richesse du débat ;

– d'arrêter de considérer que pour créer un événement démocratique, nous devrions d'abord créer un événement médiatique.

Notre campagne ne sera pas celle de l'image et du marketing. Nous refusons l'instrumentalisation des médias et l'aumône d'une exposition médiatique qui contredirait le sens que nous voulons donner à notre alternative[2]*. »*

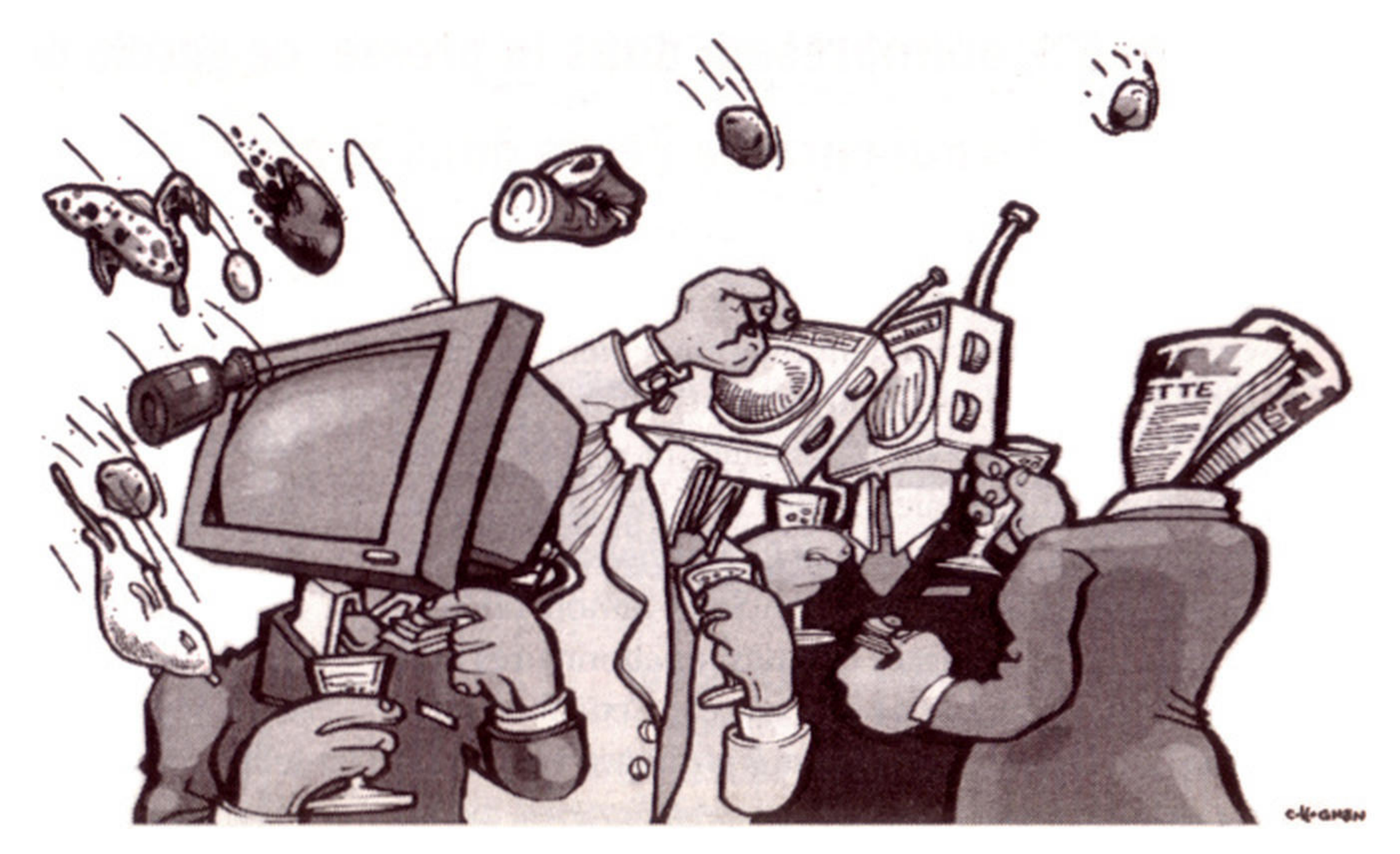
« Les médias vous aiment, et vous ? »

Message reçu cinq sur cinq par les intéressés ! Le 26 septembre, Olivier Besancenot étrenne la nouvelle émission de Marc-Olivier Fogiel sur M6 – *« Il nous dira s'il a renoncé à la révolution »*, aguiche la bande-annonce. La veille, Clémentine Autain, nouvelle candidate à la candidature de la gauche radicale, accorde un entretien « exclusif » au quotidien gratuit de Vincent Bolloré, *Direct soir*. Pour dénoncer la marchandisation de l'information et les ravages de la publicité ? La réponse est dans cet échange :

« Plateau de télévision, presse, radio… Les médias semblent vous aimer, et vous ?

– Ils permettent de s'exprimer vis-à-vis du grand nombre et je ne vais pas me plaindre d'en profiter. Mais je refuse la "pipolisation" que beaucoup souhaiteraient me voir prendre. » Quatre photos accompagnent ce refus de la « pipolisation » dans un journal « gratuit » axé sur la vie des stars…

Magnanime, *Le Plan B* offre dès à présent une antisèche aux militants « anticapitalistes » qui préparent leur prochain entretien sur TF1. En 2005, Martin et Olivier Bouygues ont touché 56 millions d'euros de dividendes en plus de leurs tout petits salaires ; François Pinault, actionnaire de TF1 et propriétaire du *Point*, 140 millions ; Serge Dassault, détenteur du *Figaro*, 70 millions ; Arnaud Lagardère,



magnat d'Europe 1, de *Paris-Match*, du *Journal du dimanche* et d'une avalanche de quotidiens régionaux, 11 millions. *« Comme les bénéfices sont déjà passés à la moulinette de l'impôt sur les sociétés,* précise *Capital* (octobre 2006), *les dividendes bénéficient d'un abattement de 40 %. »* Les dirigeants de gauche vont-ils continuer d'abandonner ce genre d'éducation populaire à un mensuel du groupe Bertelsmann ?

1 Propos cités par François Bayrou relatant une conversation avec Mougeotte (« Arrêt sur images », France 5, 17.9.06).

2 Cette lettre est consultable sur le site Internet de notre pétillante vitrine universitaire, Acrimed : www.acrimed.org/article2448.html



– Nombre de personnalités liées aux médias parmi les dix plus grandes fortunes françaises : 6.
– Nombre de personnalités liées à la critique radicale des médias parmi les dix plus grandes fortunes françaises : 0. (Institut statistique sardon)

– Nombre de passages d'Olivier Besancenot sur les plateaux d'Ardisson, Fogiel et Ruquier entre 2002 et août 2006 : 8. De José Bové : 6 ; d'Arlette Laguiller : 5 ; de Marie-George Buffet : 3 ; de Clémentine Autain : 4.
– Nombre de propos hostiles aux médias : 1.
– Nombre de luttes sociales déclenchées par les prestations télévisées de Besancenot, Bové, Buffet, Laguiller, Autain : 0. (ISS)

– Part du budget alloué aux services sociaux au Cameroun en 2000 : 4 %.
– Part du budget alloué au service de la dette au Cameroun en 2000 : 36 %. (Pnud)

– Pourcentage d'Américains estimant que les Américains sont trop gros : 90.
– Pourcentage d'Américains estimant qu'ils sont eux-mêmes trop gros : 39. (Harper's, juillet 2006.)

– Nombre de sujets consacrés au festival de Cannes en mai 2006 dans les JT de TF1, FR2, FR3, Arte, M6 et Canal plus : 78.
– Nombre de sujets consacrés au projet de loi sur l'eau : 5. (Ina'stat)

– Pourcentage d'ouvriers parmi les nouveaux adhérents du PS (encartés pour 20 euros) : 2,8.
– Pourcentage de cadres et professions intellectuelles supérieures : 50,5.
– Pourcentage respectif de ces deux catégories dans la population active : 25,5 et 13,1. (Enquête réalisée sur 8 400 des 50 000 nouveaux adhérents.)

Les ours savants de la gauche molle triomphent au cirque présidentiel

La grande peur des sociaux-libéraux

Pour les candidats à la présidence, il s'agit à présent d'habiller le néant des programmes. Hors d'état d'enfanter le moindre projet, les partis de gouvernement sous-traitent la production d'idées à des clubs de réflexion. « La République des idées » compte au nombre de ces supermarchés de la pensée. Oracle au PS, omniprésent dans la presse, ce cercle de sacs-à-vent redessine une « gauche » qui caresse l'euro dans le sens des zéros.

Le constat est désolant, mais qu'y faire ? Les joies du capitalisme ne se vendent plus aussi bien que jadis. Finis les temps glorieux où Laurent Joffrin et *Libération* ululaient « Vive la crise[1] ! » sur un air californien pour fêter les restructurations industrielles. Finie l'époque, plus récente, où le plagiaire Alain Minc célébrait *La Mondialisation heureuse* (1997). Dissoute, enfin, la fondation Saint-Simon, où intellectuels, patrons, journalistes et hauts fonctionnaires militaient pour une « République du centre ». Cette fondation, expliquait Jean Daniel, *« est née avec le présupposé que le déblocage de la société française passait par un capitalisme réel, assumé, mais régulé et moralisé par des gens de gauche[2] »*. Mission vite accomplie : *« Nos idées – croyance dans l'économie de marché, l'Europe – sont au pouvoir »*, plastronnait en 1999 Michel Albert, membre de Saint-Simon.

Peu après le sabordage du club, son ex-secrétaire général Pierre Rosanvallon s'égayait avec Ernest-Antoine Seillière lors d'un dîner au Medef[3]. Laissant ouvriers et employés s'exercer à la lutte des classes aux guichets de l'Assedic, le parti socialiste caressait la croupe fiscale de son nouveau « prolétariat » : *« les membres du groupe intermédiaire, constitué en immense partie de salariés avisés, informés et éduqués, qui forment l'armature de notre société. Ils en assurent la stabilité »* (Dominique Strauss-Kahn). Ces abonnés au *Monde*, aux *Inrockuptibles* ou au *Nouvel Observateur* multipliaient *« les signes de leur attachement à l'« économie de marché[4] »*. Tout allait bien.

Les caves se rebiffent

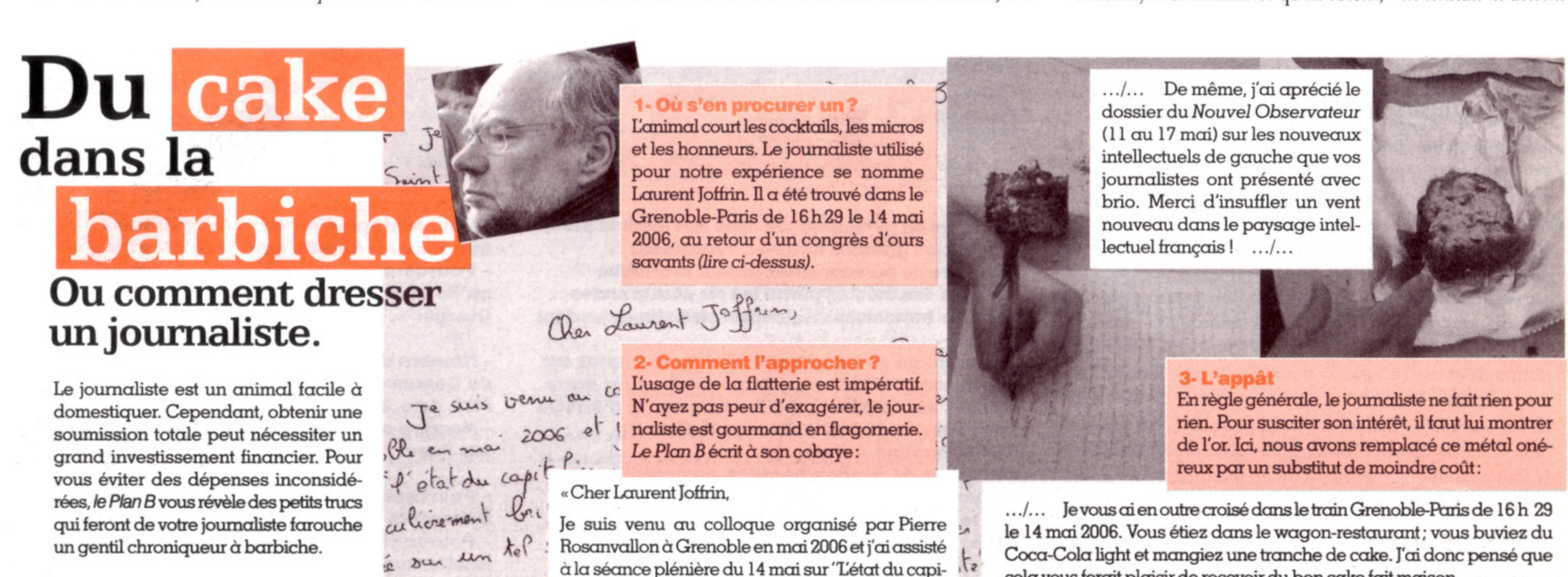
Mais, depuis le début des années 2000, les nuages s'accumulent. À leur tour, les classes moyennes cultivées subissent le contrecoup des politiques libérales. Les artistes se mettent en grève pour défendre le régime des intermittents, les chercheurs pétitionnent « contre la guerre à l'intelligence » (comprendre : contre la baisse de leurs crédits), les stagiaires se rebellent… Même les journalistes lèvent les gants de toilette mouillés qui leur servent de poings et votent des motions de défiance contre des directions trop ostensiblement inféodées aux actionnaires. Au printemps 2006, les professions intellectuelles intermédiaires défilent aux côtés des syndicalistes contre le contrat première embauche ; comme eux, elles ont voté « non » au référendum sur le traité de Constitution européenne. La vague de la précarité leur lèche à présent les doigts de pied.

Et le Parti de la presse et de l'argent frissonne. Louis Chauvel, un sociologue de la gauche molle, souligne la gravité de la situation : *« Le portrait social d'une classe moyenne heureuse correspond-il aujourd'hui à 70 % de la population, ou plutôt à 10 % ? Tout semble indiquer que ce noyau central, idéalement situé aux environs de 2 000 euros de salaire mensuel, doit faire face à un vrai malaise et connaît, comme par capillarité, la remontée de difficultés qui, jusqu'à présent, ne concernaient que les sans-diplôme, les non-qualifiés, les classes populaires »* (*Le Monde*, 3.5.06). Horreur : le « noyau central » menace de devenir instable ! Il pourrait cesser de voter pour le PS ou l'UMP, et prêter l'oreille aux discours critiques de la « gauche de gauche ». Certains de ces nouveaux extrémistes songeraient même à ne pas renouveler leur abonnement au *Nouvel Observateur*…

Rassurer les téléramistes

Sensibles aux émois de leur clientèle intellectuelle, des débris de l'ex-fondation Saint-Simon ont tôt senti le vent tourner. Au début de l'année 2002, ils créent « La République des idées », un nouveau cercle de réflexion social-libéral, dirigé par Pierre Rosanvallon. Objectif : récupérer les agneaux égarés dans la tourmente économique en accomplissant la *« nécessaire refondation intellectuelle d'une gauche réformiste[5] »*. Une collection d'ouvrages est lancée grâce aux financements de grandes entreprises, confiés au premier trésorier de l'association, Jean Peyrelevade. La presse leur déroule un tapis rouge d'autant plus moelleux que Rosanvallon, signataire en décembre 1995 de la pétition pro-Juppé, compte au nombre des éditorialistes associés au *Monde*. Chaque livre de « La République des idées » sera célébré par le quotidien vespéral et, jusqu'à son éviction en 2003, par son truculent directeur de la rédaction Edwy Plenel[6].

Des livres à l'aspect militant, des titres à sonorité « critique »… mais des conclusions tout droit sorties d'une dissertation d'Alain Duhamel : le gouffre qui sépare la façade des cuisines explique les succès de « La République des idées » auprès des journalistes – et la déception des lecteurs ! Côté façade, les auteurs harponnent l'abonné à *Télérama* en ciblant les problèmes posés par le libéralisme : *Les Désordres du travail* (Philippe Askenazy), *L'Insécurité sociale* (Robert Castel), *Le Ghetto français*, *L'Égalité des possibles* (Éric Maurin)… Si alarmistes qu'ils soient, *« ces constats ne doivent*





pourtant pas conduire à condamner le marché. "Condamner le marché" est une expression qui n'a d'ailleurs aucun sens, gronde Castel. *Il n'y a pas de modernité possible sans marché*[7]. *»* On l'a compris : côté cuisine, les fagotins de « La République des idées » jurent que tout problème engendré par le libéralisme continental trouve sa solution dans le cadre d'un libéralisme tempéré. Le problème des accidents du travail se résout en incitant financièrement les entreprises à se préoccuper de la santé de leurs salariés, celui de la ségrégation sociale dans les banlieues en incitant financièrement les bobos à s'y installer, celui des inégalités en donnant *« la priorité à l'égalité des possibles plutôt qu'à l'égalité de fait*[8] *»*, etc. La tartuferie se dévoile entièrement quand Pascal Lamy, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, plaide pour la démocratie-monde ; ou lorsque Jean Peyrelevade, ex-PDG du Crédit lyonnais sorti de sa retraite dorée, fustige les excès du *Capitalisme total* sous les fous rires de ses amis patrons du CAC 40 ! Se reclasser « à gauche » quand l'air du temps l'impose, cela vaut bien quelques sacrifices.

Boîtes à idées

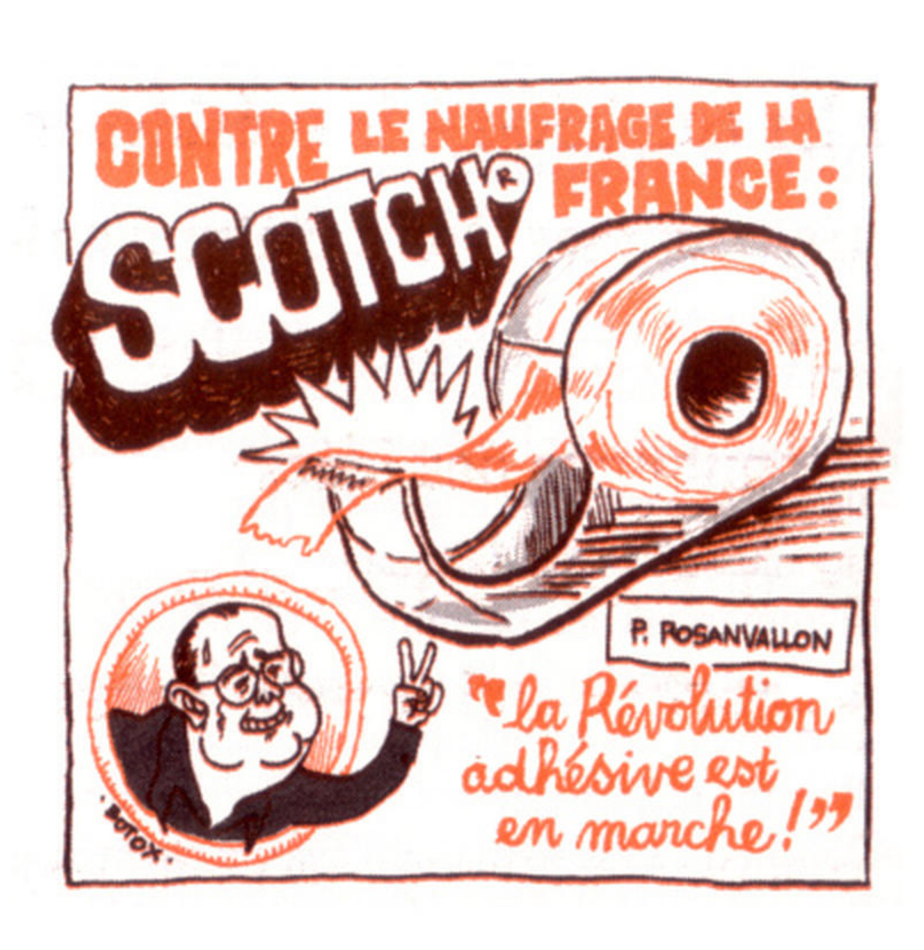
Parce qu'elle reconditionne le logiciel libéral dans un emballage moins décati que la grenouillère balladurienne, cette « nouvelle critique sociale » délecte les candidats socialistes et les médias de centre gauche. Les premiers piochent leurs idées dans les petits livres avant de débattre dans la presse avec leurs auteurs. « Que veulent pour le pays les candidats à l'investiture du PS ? », s'interroge l'hebdo de Laurent Joffrin. *« Réunis par La République des idées et* Le Nouvel Observateur, *des experts les questionneront chacun à leur tour sur un sujet crucial »* (21.9.06). Premier auditionné, Dominique Strauss-Kahn, dont le programme cite à six reprises les auteurs de « La République des idées »[9], dialogue avec l'un d'entre eux. Pour faire bonne mesure, Le *Nouvel Observateur* brode un dithyrambe à Daniel Cohen, ancien de la fondation Saint-Simon mais aussi « senior advisor » à la banque Lazard et éditorialiste associé au *Monde* : il publie dans la collection de Rosanvallon *Trois Leçons sur la société postindustrielle*. Trois jours plus tôt, *Libération* détaillait sur une double page l'*« histoire d'un parcours intellectuel »* (18.9.06), celui d'un Pierre Rosanvallon encore ruisselant des coups de langue reçus dans *Télérama* (13.9.06) ; la lecture de ce portrait était aussitôt recommandée sur France Inter par Nicolas Demorand.





Le tintamarre n'a pas échappé à Ségolène Royal. Son document de travail mis en ligne au printemps dernier sur son site « Désirs d'avenir » emprunte tant à l'écurie rosanvalonienne que Le *Parisien-Aujourd'hui* soupçonne le plagiat : *« Ségolène Royal a pioché allégrement dans une bibliothèque à idées. Pas n'importe laquelle. Sept chercheurs, des sociologues, des philosophes et des économistes, cités au fil des paragraphes, appartiennent tous au même réseau, à la même « école » : la République des idées* [...]. *La candidate socialiste a même repris à son compte le titre de l'ouvrage de Philippe Askenazy,* Les Désordres du travail, *comme intitulé de son deuxième chapitre ! »* (6.6.06). Puisque le néant attire le néant, *« nos travaux sont faits pour servir à la réflexion des responsables politiques de tous bords »*, explique le secrétaire général de « La République des idées », Thierry Pech (*Libération*, 7.6.06).

Portés par le suffrage de toutes les incompétences médiatiques, ils tentent surtout de circonscrire la vie intellectuelle à un affrontement bien fait pour canaliser l'éventuelle radicalisation des classes moyennes cultivées : la rosanvallonie, patrie du métissage culturel et du libéralisme mou, contre les « nouveaux réactionnaires », sécuritaires, adeptes de George W. Bush et du libéralisme intégral, qui puisent leurs idées dans les notes de l'institut Montaigne lancé par le patron d'Axa, Claude Bébéar[10]. Royal contre Sarkozy, en somme. C'était compter sans la Sardonie, territoire intellectuel libéré par les lecteurs du *Plan B.*



1 Écouter à ce sujet l'émission « Là-bas si j'y suis » intitulée *Vive la crise*, www.la-bas.org/article.php3?id_article=956

2 *Le Nouvel Observateur*, 1.7.99 ; *idem* pour la citation suivante.

3 « À la table du Medef, des intellectuels goûtent à la refondation sociale », *Le Monde*, 14.6.00.

4 Dominique Strauss-Kahn, *La Flamme et la Cendre*, Grasset, 2002, p. 52.

5 Pierre Rosanvallon dans *Le Monde*, 22.11.02.

6 Lécher à ce sujet notre scintillante vitrine universitaire, Acrimed : « Les rapports entre journalistes et intellectuels : cul et chemise ? ». www.acrimed.org/article1809.html

7 Robert Castel, *L'insécurité sociale*, La République des idées – Le Seuil, 2003, p. 91-92.

8 Éric Maurin, *L'Égalité des possibles*, La République des idées – Le Seuil, 2002, p. 13. Exemple d'« égalité des possibles » ou d'« égalité des chances » : les lycéens de la banlieue parisienne ont une chance d'intégrer Sciences-Po depuis que cette école leur réserve quelques places chaque année. Ils ne devront donc s'en prendre qu'à eux-mêmes s'ils ne la saisissent pas, même si leurs chances de réussite sont mille fois inférieures à celles des enfants de BHL. Lire « La loterie pipée de "l'égalité des chances" » *Le Plan B*, n° 2, mai 2006, p. 7.

9 Dominique Strauss-Kahn, *Pour une égalité réelle. Éléments pour un réformisme radical*, note de la fondation Jean-Jaurès n° 41, juillet 2004.

10 Lire « Marketing idéologique à Grenoble », www.monde-diplomatique.fr, 17.5.06.

LAURENT JOFFRIN

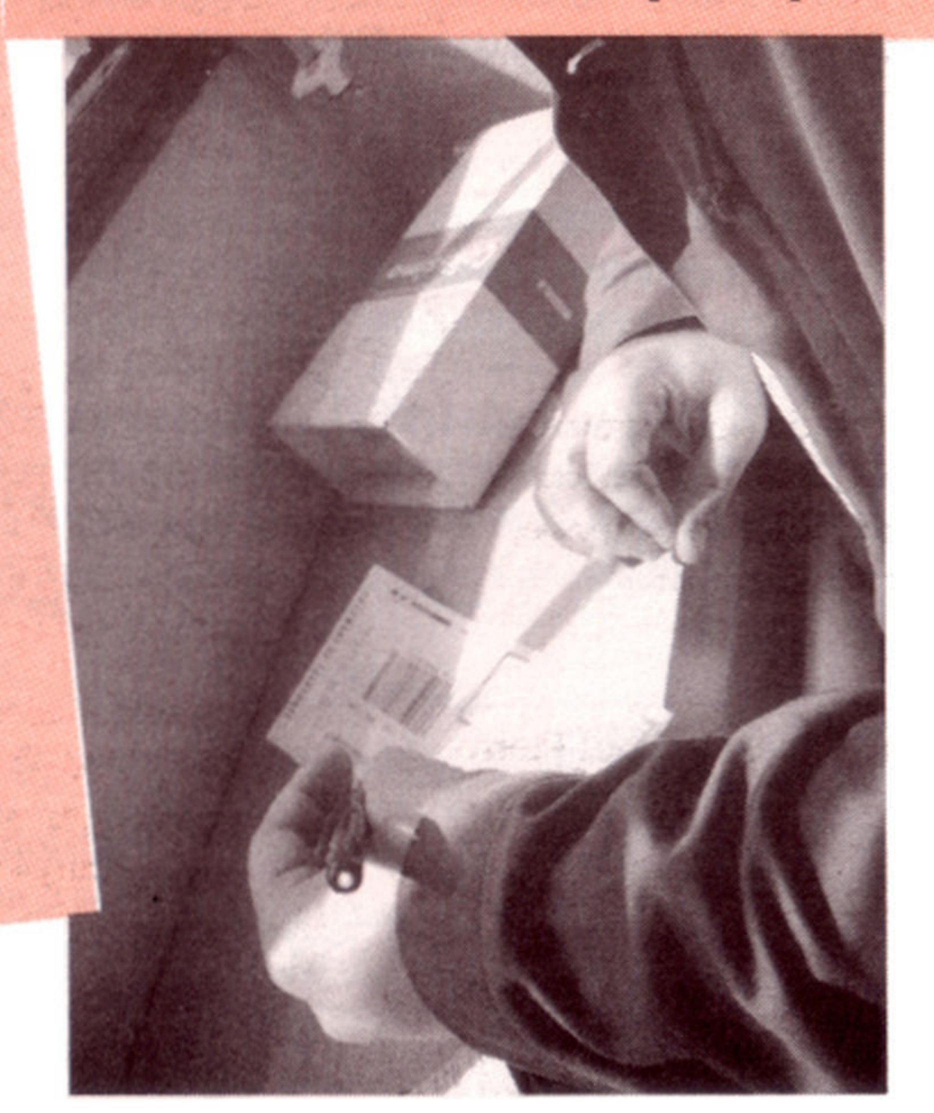
4- Normalement, le sujet est ferré

« Cher Jérôme Bonnot,
Merci pour ce cadeau clin d'œil.
Et merci pour vos flatteuses appréciations. »

Laurent Joffrin

5- Le dressage

Une fois nourri et flatté, le journaliste se pliera volontiers aux débats éventés et aux joutes molles, indispensables pour le garder en forme. Faites-lui faire de l'exercice avec une vieille polémique :

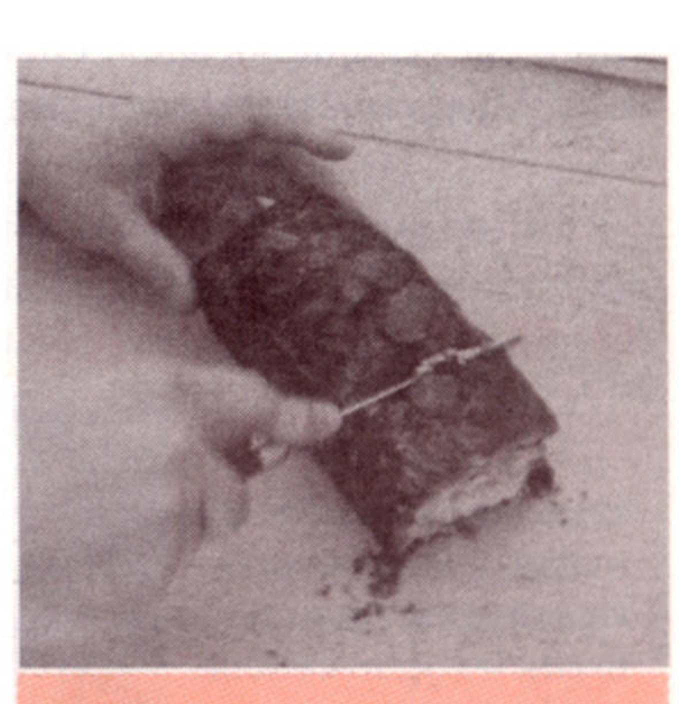


« Paris, le 5 septembre 2006

Cher Laurent Joffrin,

Après vous avoir croisé dans le train au retour du forum sur « la nouvelle critique sociale » qui s'est tenu à Grenoble en mai 2006, je vous avais envoyé une grosse tranche de cake – car je sais que vous aimez bien ça – pour saluer l'impeccable justesse de vos propos et de votre ton pendant la séance plénière sur « l'état du capitalisme ».

Or, depuis ce cadeau, je suis tombé par hasard sur un article qui m'a déçu au plus haut point. En effet, vous y écrivez [à propos de la guerre du Kosovo] : *« Les intellectuels proserbes comme Patrick Besson, les souverainistes comme Régis Debray ou Elisabeth Lévy, les experts prétendument compétents du Quai d'Orsay et surtout les responsables successifs de la politique étrangère de la France ont, au mieux, laissé faire les assassins et, au pis, nié et favorisé un crime contre l'humanité dont la réalité vient d'être définitivement établie »* (*Le Nouvel Observateur*, semaine du 26 décembre 2002). Ces accusations extrêmement graves sont plus proches de l'insulte inconsidérée et gratuite que des réflexions subtiles auxquelles vos éditoriaux m'avaient habitué ; elles rappellent les heures les plus sombres de l'histoire de France. .../...



6- Motivez-le

Pour contrarier son penchant naturel à la somnolence, le Joffrin doit être stimulé intellectuellement. Il est parfois nécessaire d'insister :

.../... J'ai toujours milité contre les extrémistes, de droite comme de gauche, et leurs propos outranciers. Je pensais que vous étiez à mes côtés dans ce rude combat mais je constate qu'il n'en est rien. .../...





Le vieux consensus libéral ripoliné en « nouvelle critique sociale »

Du 12 au 14 mai dernier, « La République des idées » organisait à Grenoble le forum de la « nouvelle critique sociale ». Un envoyé spécial du *Plan B* a enduré le supplice.

Au début du mois de mai 2006, une préparation d'artillerie médiatique sans précédent interdisait à quiconque d'ignorer l'événement : le divin enfant de la « nouvelle critique sociale » engendré par « La République des idées » naissait au fond d'une grotte grenobloise. Un faire-part remerciait les parrains : *« Le Monde et France Culture. […] La revue* Esprit *et le magazine* Alternatives économiques *ainsi que* Les Inrockuptibles *».* Et, à titre personnel, Sylvain Bourmeau, Jean-Marie Colombani, Laurent Joffrin, Éric Le Boucher… Les rois mages n'avaient pas ménagé leur peine : dossier spécial du *Nouvel Observateur* sur « Ces intellos qui veulent changer la gauche » (11.5.06), louanges burlesques du *Monde* (7 pages pour la seule édition du 19 mai !), sans oublier l'ébriété courtisane de Nicolas Demorand. Le jour de l'inauguration du forum, le porte-micro de « La République des idées » à Radio France[1] interroge son gourou : comment *« proposer des voies nouvelles pour vivre au mieux les mutations de la démocratie et les évolutions du capitalisme ? »* (France Culture, 12.5.06). Pardi, rétorque Rosanvallon : en réunissant à Grenoble la crème de la cuistrerie médiatique sous la bannière de la « nouvelle critique sociale » !

Dépêché sur place, l'envoyé spécial du *Plan B* arpente ateliers et tables rondes. L'une traite des « Conflits sociaux d'hier et aujourd'hui ». Pas un gréviste à la tribune, mais un DRH de Rhodia épaulé par une prof de Sciences-Po Grenoble, qui conclut : *« Les organisations syndicales sont héritées du passé, des modes de rapports sociaux du passé. »* Plus loin, un directeur financier du Crédit agricole se mesure au seul syndicaliste invité, militant de la Confédération générale des cadres, coincé entre deux membres d'un club ultralibéral. Thème de la causerie : « Mondialisation, délocalisation, désindustrialisation ». Grand maître de cérémonie, Pierre Rosanvallon a veillé à ce qu'aucun ouvrier, employé, allocataire des minima sociaux ou militant syndical (exception faite du représentant de la CGC) ne surcharge en critique ou en social ces trois jours de « nouvelle critique sociale ». On croit tout d'abord à une farce. Mais, devant les visages tendus des orateurs, il faut admettre que c'est sérieux et même, comme disent les médecins, que c'est grave.

Sur la moquette rouge de la Maison de la culture, Philippe Val bombe le torse devant les dames, bientôt rejoint par Jacques Julliard : furieux de ne pas figurer sur la liste des invités, le directeur délégué du *Nouvel Observateur* accourt de Paris pour remplacer au pied levé un intervenant empêché. L'essaim d'intellectuels de « La République des idées » bourdonne autour de Martin Hirsch (l'énarque d'Emmaüs) et d'un échantillon de patrons : le directeur de la stratégie d'Orange, celui de Sciences-Po ; les PDG de Skyrock et de la Fnac incarnent le pôle « critique » de la rencontre.

Pour ces conférenciers d'accord sur tout, débattre sur le débat demeure la seule issue possible. L'atelier « Nouveaux débats et démocratie » tient ses promesses. *« On va parler de blogs, de SMS, de satellite, de webradio, de podcast »*, braille l'animateur, journaliste à *Libération*. Pour dégazer les vapeurs d'ennui accumulé, le public bâille à s'en déchirer la glotte. Soudain, David Kessler, directeur de France Culture, ouvre les hostilités : *« C'est difficile de ne pas être d'accord avec Jean-Louis Missika »*, qui vient de publier à « La République des idées » un essai consternant sur *La Fin de la télévision*. Le philosophe Daniel Bougnoux mêle ses jappements à la querelle : *« Le radicalisme, je crois, n'est plus le modèle pour aborder la complexité des enchevêtrements économico-médiatico-politiques. […] Si à cette table nous faisons semblant d'être un peu tous d'accord, c'est un principe de précaution face à l'ouverture actuelle* [sic] *; on ne peut plus répéter les anciens slogans critiques. »* Là réside la nouveauté de la « nouvelle critique sociale ». Le « principe de précaution » face aux risques de la critique imposait de confier à Laurent Joffrin l'animation d'une séance plénière consacrée à « L'état du capitalisme ». L'inexorable barbichu marmonne : *« Bon, c'est un très mauvais système, le capitalisme, mais il faut s'y habituer, il n'y en a pas d'autre. Bon, est-ce qu'on est d'accord là-dessus ? »* Jean Peyrelevade, Daniel Cohen et Pascal Lamy, tous trois juchés à la tribune, grimacent de bonheur. Mais une houle de murmures parcourt la salle : alléchés par le titre du colloque, des auditeurs escomptaient naïvement un discours alternatif. *« Je vais être très agressif,* réagit Peyrelevade. *Nous n'avons pas d'autre systèmes d'organisation de la vie économique dans le monde qui fabrique de la croissance et de la prospérité que le système capitaliste. »* Par grappes, des spectateurs terrassés quittent la salle.

Après une table ronde sur les 16-25 ans, un quidam se morfond : *« C'était creux, ils n'ont rien dit du tout. Je suis déçu, déçu. »* Une étudiante assommée par deux heures de charabia sur « L'individu déchiré » ajoute : *« Tout le monde est d'accord ! Il n'y a pas de débat, pas d'idées. »* Incrédule, un sociologue canadien qui avait eu la mauvaise idée de venir passer son week-end à Grenoble s'étonne que l'on puisse bavarder sur « Le nouvel âge du salariat » sans témoins du monde salarial, ou des « Mouvements sociaux » sans le moindre protagoniste d'une lutte sociale. Un tel colloque, explique-t-il au *Plan B*, n'aurait eu *« aucune légitimité »* au Québec.

Ces considérations déontologiques n'effleurent pas Jean-Marie Colombani. Pour clore la manifestation, le directeur du *Monde* adresse *« juste un mot de remerciement et peut-être de félicitations à Pierre Rosanvallon »*, éditorialiste associé au *Monde*. *« L'idée,* poursuit-il, *était de développer une vision de la société qui nous sorte des schémas pavloviens, qui nous sorte des références idéologiques obligées, et comment se réapproprier la question sociale. »* Pour Pierre Rosanvallon, c'est chose faite. Remerciant le public, il se frotte les mains : *« Vous n'avez pas été simplement des spectateurs passifs mais également des personnes* [il hurle] *qui ont acheté des livres ! Il y a, pourrait-on dire, une communauté de travail. »*

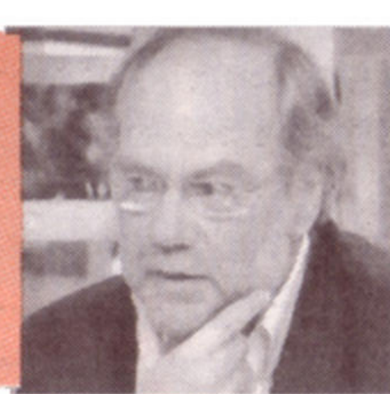
Contestataires expulsés *manu militari*

Le 12 mai, des militants grenoblois interrompent l'inauguration du colloque rosanvallonien pour protester contre l'implantation d'un complexe de nanotechnologies dans leur agglomération. Des vigiles les chassent aussitôt de la salle tandis que le maire, Michel Destot, dévide sa péroraison. Le lendemain, les contestataires perturbent le « direct » promotionnel de France Culture. Cette fois, les organisateurs réquisitionnent la maréchaussée, qui expulse les indésirables. Intarissables sur le colloque lui-même, les médias ont passé sous silence l'expression de cette « nouvelle critique sociale ».

1 Nicolas Demorand a depuis migré sur France Inter. Dès sa deuxième journée sur cette station, il assurait la promotion d'un livre de Daniel Cohen édité par « La République des idées » et coupait la parole à un auditeur qui venait de le féliciter d'avoir décroché la très prestigieuse Laisse d'or du *Plan B* (5.9.06).

●●● Du cake dans la barbiche

7- Le truc du *Plan B* : Faute de réaction au stimulus de la lutte contre les extrêmes, l'argument financier agira comme un électrochoc :

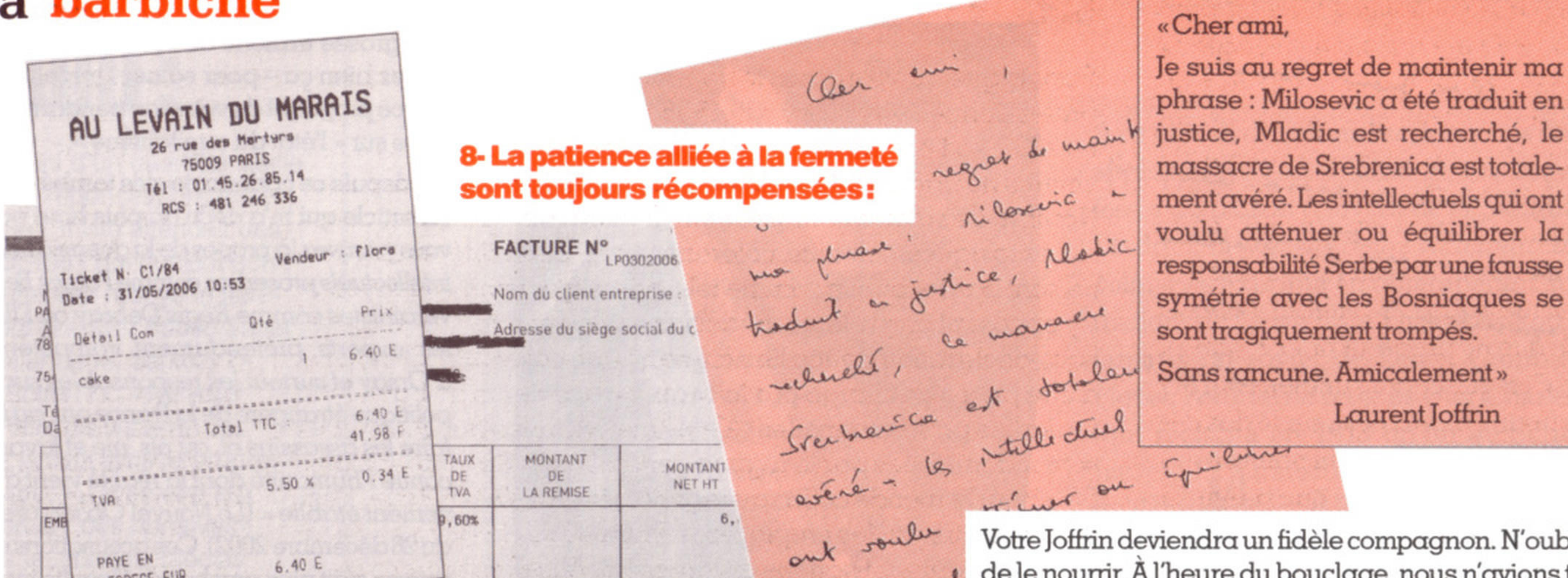


…/… Cela m'a amené à reconsidérer l'opportunité de mon cadeau. Vous avez sans doute mangé le cake avec délectation et n'êtes donc pas en mesure de me le rendre. Mais j'ai fort heureusement conservé les factures du gâteau et du colis postal (voir copies ci-jointes). Je vous prierais donc de bien vouloir me les rembourser. Un chèque à mon ordre fera l'affaire.

Dans l'espoir de recevoir mes euros au plus vite, je vous prie, Monsieur, d'agréer mes salutations respectueuses. »

Jérôme Bonnot

8- La patience alliée à la fermeté sont toujours récompensées :



« Cher ami,

Je suis au regret de maintenir ma phrase : Milosevic a été traduit en justice, Mladic est recherché, le massacre de Srebrenica est totalement avéré. Les intellectuels qui ont voulu atténuer ou équilibrer la responsabilité Serbe par une fausse symétrie avec les Bosniaques se sont tragiquement trompés.

Sans rancune. Amicalement »

Laurent Joffrin

Votre Joffrin deviendra un fidèle compagnon. N'oubliez pas de le nourrir. À l'heure du bouclage, nous n'avions toujours pas reçu le remboursement du cake.

Aucun animal n'a été maltraité pour cette expérience.

Dans notre prochain numéro : « Adoptez un Jean Daniel ».

Sécurité sociale, employeurs et médecins au chevet des salariés

La chasse aux malades du travail

Miracle ! Le nombre d'arrêts de maladie baisse tandis que les souffrances au travail augmentent. *Le Plan B* enquête sur cette performance obtenue par les athlètes de la « réforme ».

Le cycle de la panique est désormais rôdé : d'abord, le gouvernement s'alarme des déficits de la Sécurité sociale et dénonce les « fraudes » des assurés ; ensuite, les médias amplifient l'alerte, lancent un « débat » et exigent des « réformes » ; enfin, des négociations s'ouvrent entre l'assurance-maladie et les médecins libéraux. Et comme toujours, le résultat délecte le ministère des Finances, le patronat et les praticiens les plus cupides.

Ainsi de l'accord passé au printemps entre l'Union nationale des caisses d'assurance-maladie et deux syndicats de médecins très libéraux, minoritaires mais « représentatifs ». Donnant-donnant : encore plus d'euros pour les médecins, encore moins d'arrêts de travail pour les salariés. La Sécurité sociale allonge aux toubibs le bonus qu'exige l'entretien de leurs résidences secondaires, soit 1 euro de plus par consultation, en échange de quoi les thérapeutes s'engagent à *« générer 1,4 milliard d'économies en 2006 et 2007 »*. Comment ? En prescrivant plus de génériques et, surtout, en délivrant moins d'arrêts de maladie. Cette dernière exigence revient à transférer des montagnes d'euros de la poche des salariés vers celles des médecins *via* les cotisations sociales. En guise de remerciement, les assurés sont incités à travailler même malades.

750 000 contrôles par an

Signé le 3 mars dernier mais entré en vigueur au cœur de l'été (1er août), cet arrangement thatchérien a été d'autant mieux accueilli par la presse qu'il se drapait dans la très consensuelle lutte pour « la maîtrise des dépenses de santé », aux effets plus hypnotiques qu'un sédatif. *« L'enjeu est d'importance puisqu'il s'agit de réduire le déficit de la Sécurité sociale, qui devrait atteindre 10,3 milliards d'euros cette année »*, a récité *Le Figaro* (1.8.06), pour qui la santé des smicards et des précaires représente un « enjeu » moins décisif que la vente de Rafales en Arabie Saoudite. Et *Libération* du même jour de saluer *« l'implication de tous les acteurs du système de santé* [qui] *a déjà permis d'économiser plus de 722 millions d'euros en 2005 »*. Ce que ne précisent ni *Le Figaro*, ni *Libération*, c'est que ces 722 millions ont été grattés en bonne partie, déjà, sur le dos des salariés. Grâce à une baisse du nombre des arrêts de maladie plus forte que prévu, la Sécu a économisé l'an passé 432 millions d'euros, contre un gain escompté de 150 millions.

L'ouverture de la chasse aux travailleurs soupçonnés de tirer au flanc n'a en effet pas attendu le 1er août. Depuis la « réforme » de l'assurance-maladie d'août 2004, toute personne en arrêt de travail de courte durée peut recevoir à tout moment la visite d'un contrôleur. La surveillance devient même systématique pour les congés de maladie de plus de soixante jours. Du coup, les contrôles explosent : de 416 000 en 2002, ils sont passés à 750 000 en 2005.

« De plus en plus de salariés viennent nous voir en nous disant qu'ils sont obligés de reprendre le travail suite au contrôle d'un médecin-conseil de la Sécu », confirme au *Plan B* Yves Chassefaire, médecin du travail à Arles. *« Le vrai travailleur reste au boulot, monsieur, même s'il est malade ! »* persifle son confrère Christian Lehman, généraliste en région parisienne, effaré lui aussi par la multiplication des contrôles chez ses patients. L'image de l'Assurance-maladie en vieille dame garante de la solidarité publique le fait grincer des dents : *« La solidarité, ils sont en train de la casser. Les médecins-conseils de la Cnam sont pris dans la nasse : ils sont soumis aux mêmes pressions comptables qu'un DRH d'une grande entreprise que l'on somme de virer un tiers des effectifs. Certains vivent mal le boulot qu'on leur fait faire, mais, s'ils traînent les pieds, ils s'exposent à être révoqués. Quand ils se confient, c'est à voix basse et derrière une porte fermée. »*

Tout comme la Caf ou les Assedic, la Cnam baigne désormais dans la culture d'entreprise des assureurs privés. Pour preuve : la prime au mérite introduite en avril dernier, visant à gratifier *« l'implication personnelle »* des contrôleurs les plus zélés et à rendre leur métier *« plus attractif »*[1]. Ce n'est pas un hasard si leur directeur général, Frédéric Van Roekeghem, a d'abord fait ses classes comme directeur d'audit du groupe Axa.

Ce n'est pas tout. Pendant que la Sécu dressait ses effectifs à renvoyer au front les déserteurs malades, la loi Douste-Blazy de 2004 truffait d'obstacles la procédure administrative de l'arrêt de travail : obligation d'envoyer un formulaire à son patron dans les 48 heures, même si on est seul et cloué au lit par une fièvre de cheval, restriction des droits de sortie, surcroît de paperasses pour le médecin traitant… La fameuse « suppression des rigidités » réclamée par les employeurs vaut pour eux-mêmes. Mais, quand il s'agit de la santé de leur main-d'œuvre, les vieilles chicanes bureaucratiques resurgissent du placard.



Faux tricheurs traqués par les vrais

Résultat ? Lors d'une conférence de presse, le 22 mars dernier, le ministre de la Santé, Xavier Bertrand, remuait la queue. Après des années d'une hausse continue des prescriptions d'arrêts de maladie (9 % par an en moyenne entre 1999 et 2003), charriée par l'implacable dégradation des conditions de travail, voici que la courbe s'infléchissait enfin : grâce à un *« contrôle plus efficace »*, les dépenses d'indemnités journalières accusaient une *« baisse sensible depuis la mise en place de la réforme : - 1 % en 2004, - 1,8 % en 2005 »*. Et les journalistes présents d'applaudir la merveilleuse nouvelle. Les « profiteurs du système » n'avaient qu'à bien se tenir !

Pourtant, les « faux » malades du travail sont quantité négligeable. Le ministère de la Santé l'admet lui-même, sur la base d'un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) : seulement 6 % des arrêts de travail seraient injustifiés. Rapportée au coût de l'ensemble des arrêts pour la Sécu (5 milliards d'euros en 2004), la « fraude » pèserait donc 300 millions d'euros. Un

…/…

La fraude, maladie professionnelle des patrons

Depuis quelques années, le nombre de victimes de maladies professionnelles explose : de 15 554 en 1997 il est passé à 44 245 en 2003, soit une hausse de 184 %, selon la Cnam. Mais ces chiffres ne traduisent que la part la plus visible du phénomène. Nombre de salariés « cassés » par leur travail – amiante, poussières toxiques, solvants, colorants, bruit, pénibilité, stress, etc. – ne sont pas reconnus comme tels, parce que leurs employeurs s'y opposent et que leurs médecins n'y voient que du feu. Cette sous-déclaration donne lieu à une fraude colossale. Car au lieu d'être prises en charge par la branche accidents du travail-maladies professionnelles (AT-MP), les victimes non reconnues sont indemnisées par le régime général de la Sécurité sociale. Or, si tout le monde cotise au régime général, l'AT-MP, elle, n'est financée que par les employeurs. Plus ils font de victimes déclarées, plus leurs cotisations augmentent. Aussi les patrons sont-ils tentés d'escamoter les dégâts qu'ils infligent et de se défausser sur le régime général pour en payer les frais.

Et ils ne s'en privent pas. Selon un rapport de juin 2005, rédigé à la demande du gouvernement[1], le coût de ce transfert illégitime se situerait dans une fourchette annuelle comprise entre 356 et 749 millions d'euros. Pour les seuls cancers professionnels, la charge indue imposée à l'assurance-maladie – donc aux salariés eux-mêmes, qui la financent par le biais de la CSG – s'élèverait entre 212 et 553 millions d'euros, alors que la branche AT-MP ne débourse que 10 petits millions pour les cancers qu'elle reconnaît… Une estimation largement sous-évaluée : en s'appuyant sur les travaux de l'Institut national de veille sanitaire (INVS), Serge Dufour, membre de la CGT ainsi que du Conseil supérieur de prévention des risques professionnels, chiffre le seul coût des cancers professionnels non reconnus entre 3,2 et 6,7 milliards d'euros. Quant au montant global des accidents et maladies non déclarés, c'est-à-dire *« le dû minimum de la branche AT-MP à la branche maladie »*, il pourrait atteindre 15 milliards d'euros (*L'Humanité*, 11.8.05). Soit plus que le trou de la Sécu…

1 Noël Diricq, « Rapport de la commission instituée par l'article L. 176-2 du Code de la Sécurité sociale », remis à Xavier Bertrand en juin 2005.

…/… La chasse aux malades du travail

chiffre bien inférieur aux 432 millions économisés en 2005 grâce au charcutage de ces arrêts… La chasse aux «fraudeurs» rapporte donc plus d'argent que n'en coûte la fraude elle-même. D'où la Sécu tire-t-elle sa marge bénéficiaire, sinon des salariés malades frauduleusement punis?

Peut-être était-ce pour masquer cette escroquerie que Philippe Douste-Blazy, alors ministre de la Santé, prétendit devant l'Assemblée nationale en juillet 2004 avec l'aplomb d'un arracheur de dents que les «faux» congés de maladie coûtaient *«800 millions d'euros par an»*, affirmation que démentaient tous les chiffres disponibles. À titre de comparaison, le montant annuel de la fraude fiscale en France s'élève à 50 milliards d'euros[2]… Mais, dans le viseur du législateur, le smicard patraque fait un bien meilleur gibier que les artistes et footballeurs milliardaires qui installent leurs piscines en Suisse ou en Irlande.

Au prétexte très en vogue de sanctionner les «tricheurs» de la Sécu, on vise en réalité à accroître la pression sur les victimes du travail. Du point de vue des employeurs, cependant, ce coup de pouce pourrait presque paraître futile, voire superflu. Car, la violence du marché de l'emploi se suffit à elle-même pour dissuader le petit personnel de faire valoir ses droits. *«J'ai de nombreux patients qui ne veulent surtout pas que je les mette en arrêt de maladie parce qu'ils ont peur d'en subir les conséquences une fois qu'ils retourneront au boulot. Je dois souvent insister lourdement pour qu'ils acceptent quelques jours de congé»*, explique le Dr Lehmann. Même constat chez le Dr Chassefaire: *«Des faux malades, je n'en vois quasiment jamais. Ce que je vois beaucoup, en revanche, ce sont les vrais malades qui refusent de s'arrêter, soit parce qu'ils savent qu'ils ne seront pas remplacés pendant leur absence, soit parce qu'ils craignent les représailles à leur retour. C'est un phénomène qui nous inquiète beaucoup, et qui pourrait avoir des répercussions graves sur la santé publique.»*

Règlements de comptes

Il y a donc bel et bien une «fraude» aux arrêts de travail: celle qui contraint les salariés lessivés à se cramponner à leur poste, quitte à ce que leur santé se détériore davantage et finisse par coûter vraiment cher, pour le coup, à la Sécurité sociale. Dans son *Journal d'un médecin du travail*, décrivant les maltraitances managériales infligées au personnel d'un hypermarché, Dorothée Ramaut témoigne de cette aberration: *«Il faut bien avoir à l'esprit que tous les arrêts de travail, que ce soit pour maladie, accident du travail ou maladie professionnelle, sont extrêmement mal vus, qu'ils sont souvent jugés comme inutiles, voire comme des vacances supplémentaires que s'offrirait le salarié. À la reprise du travail, il y a parfois de véritables règlements de comptes. […] Certains me supplient parfois en pleurant de les laisser continuer à travailler malgré tout: "Si vous m'arrêtez, docteur, cela va être pire après, IL va me le faire payer très cher!" Je sais que ce qui m'est rapporté est vrai, que toute personne en arrêt de maladie, aujourd'hui, se verra sanctionnée à son retour d'une manière ou d'une autre.[3]»*

Pour *«réconcilier les Français avec les entreprises»*, selon le désir de Ségolène Royal, nul besoin par conséquent des contrôleurs de la Sécu: les Pères Ubu du «management» s'en acquittent très bien. *«La plupart des gars viennent bosser même quand ils sont malades*, confirme Majid Bensaïd, délégué du personnel chez McDonald. *D'abord, parce que, quand tu es précaire et que tu gagnes 600 euros par mois, tu ne peux pas te permettre d'attendre que la Sécu te rembourse un mois plus tard. Ensuite, parce qu'ils sont soumis à une pression de dingues et qu'ils ont peur de se faire virer.»* Une peur au demeurant bien fondée. Dans les secteurs les plus atteints par la précarisation, les licenciements pour cause de santé qui flanche sont monnaie courante.

Exemple, cet hôtel-restaurant de la chaîne Balladin («partout sur votre chemin»), près de l'aéroport de Marignane, où sept salariés sur quinze sont en contrat nouvelle embauche (CNE). *«Cet été*, raconte une permanente de l'union locale CGT, *une employée est venue nous voir pour nous demander si tomber malade était une faute grave. Elle était sous CNE et n'était pas payée pour ses heures supplémentaires. Elle devait s'occuper de tout: faire les chambres, nettoyer la piscine, le ménage, le jardinage… Épuisée, avec une forte baisse de tension, elle s'est mis en arrêt de maladie: le lendemain, la direction lui envoyait son avis de licenciement. C'est juste un cas parmi d'autres. Un collègue à elle a été congédié pour "perte de confiance", après avoir été victime d'un accident du travail et emmené à l'hôpital par les pompiers.»*

Se mettre au vert est peut-être envisageable quand on attrape la peste ou le choléra, mais pour des problèmes plus bénins, on y réfléchit à deux fois. Selon une étude européenne sur la rhinopharyngite[4], le taux d'arrêts de travail pour un gros rhume n'est que de 24 % en France, contre 55 % en Belgique et 83 % en Allemagne. Quant aux souffrances engendrées par les abus de pouvoir en entreprise (stress, anxiété, affections psychosomatiques), il faut souvent attendre qu'elles dégénèrent en dépression lourde avant de songer à un répit. *«Quand les victimes de harcèlement moral viennent nous voir*, explique Yves Chassefaire, *c'est parce qu'elles sont complètement au bout du rouleau, dans un état limite suicidaire. Et, même là, elles hésitent encore à se mettre en arrêt.»*

Médecins-contremaîtres

Il reste bien encore quelques effrontés pour se faire porter pâles. Mais là aussi, les employeurs disposent d'un pare-feux: la *«contre-visite médicale des arrêts de travail.»* Pour vérifier si leurs salariés en arrêt de maladie ne sont pas en train de siroter des margaritas au bord d'un jacuzzi et les inciter à se remettre en selle, les grandes entreprises emploient des médecins qu'elles dépêchent au domicile des suspects. Ces mercenaires en blouse blanche sont fournis par des agences ayant pignon sur rue. La plus importante se nomme Securex. Implantée à Lille, elle emploie 1550 médecins sur tout le territoire et revendique 20000 clients, dont *«45 des 50 plus grands groupes français»*. Son credo, affiché sur sa page web: *«Passer de l'abentéisme au présentéisme»*.

Le présentéisme, Isabelle Deruche en connaît la musique. Vendeuse à Vitrolles dans un magasin du groupe Kiabi («la mode à petits prix»), elle se fait une entorse au genou sur son lieu de travail et se met en congé. Mais la direction se méfie, car Isabelle est syndiquée CGT: son entorse ne serait-elle pas une ruse de bolchevique? *«Le 24 décembre 2005 à 19h30*, raconte-t-elle, *le médecin d'entreprise débarque chez moi alors que j'étais en train de préparer le repas de Noël. Il a regardé mon genou puis il a secoué la tête en disant: "Vous lui avez fait quoi, à votre patron?"»* Isabelle sera licenciée quand même, mais plus tard et pour un autre motif. Le sicaire, lui, se sera rattrapé sur un malade ou un accidenté un peu moins irrécusable. C'est du moins ce qu'il faut espérer pour sa carrière car, comme le confesse un de ses confrères qui a pratiqué ce métier: *«L'employeur qui vous envoie est mécontent si vous ne trouvez rien à redire aux congés de maladie de ses hommes. Il va changer de prestataire et, vous, vous perdez votre job. C'est ce qui m'est arrivé: au bout de cinq visites, ma boîte m'a viré.»*

Les naïfs s'imagineront que la Sécu réprouve cette concurrence déloyale. Les plus archaïques d'entre eux prétendront même qu'un médecin a pour rôle de soigner les malades, et non de servir de supplétif à leurs contremaîtres. Les naïfs, qui ne lisent pas *Le Plan B*, ont tort à double titre: en vertu de la loi Douste-Blazy d'août 2004, les médecins d'entreprise ont aujourd'hui valeur d'experts auprès de la Sécurité sociale.

1 Accord signé le 4 avril 2006 par FO, la CFDT et la CFE-CGC. Le conseil de l'ordre des médecins, pourtant peu suspect de gauchisme, s'est inquiété des effets de cette prime au mérite sur *«le respect de la déontologie»*.

2 Selon le Syndicat national unifié des impôts (Snui), l'évasion fiscale oscille entre 45 et 58 milliards d'euros par an, soit environ cinq fois le trou de la Sécu.

3 *Journal d'un médecin du travail*, Dorothée Ramaut (Le Cherche Midi, 2006)

4 Citée le 10 juillet 2004 à l'Assemblée nationale par la députée Vert Martine Billard.

Pas d'amiante dans la cave de Natascha

Le Parti de la presse et de l'argent (PPA) exalte les faits divers et exècre les ouvriers. Le conseil scientifique du *Plan B* démontre le bien-fondé de cet axiome en comparant le déluge médiatique déclenché par la «captive de Vienne» avec l'aimable crachin qui a suivi la condamnation de deux multinationales. Les 10 morts d'Alstom et les 260 licenciements abusifs de Valeo n'ont pas fait le poids face à l'engouement spumescent de la presse pour la troglodyte autrichienne Natascha Kampusch. Le 7 septembre, TF1 lui consacre les 18 premières minutes de son JT du soir, dont 10 d'interview en plan fixe. Un «tunnel» inacceptable lorsqu'il s'agit d'un ouvrier amianté!

	Condamnation d'Alstom dans une affaire d'amiante (Lys-lez-Lannoy, Nord). Procès du 11 au 23 juin 2006, jugement le 4.9.06. Au moins 10 morts et 80 malades.	Condamnation de Valeo à 4,3 millions d'euros d'amende pour 260 licenciements abusifs (usine de Labastide-Saint-Pierre, Tarn-et-Garonne), 11.9.06.	Assignation de Michelin dans une affaire d'amiante (Puy-de-Dôme), 14.09.06. Sur 4 plaignants, 3 morts et 1 malade.	Réapparition après huit ans de captivité de Natascha Kampusch à Vienne. Du 25 août à mi-septembre 2006. 1 suicide, 1 malade.
Le Monde	1 article, 2 brèves, 553 mots	1 article, 391 mots	Rien	8 articles, 2 brèves, 4562 mots
Le Figaro	2 articles, 3 brèves, 740 mots	1 article, 308 mots	Rien	11 articles, 3 brèves, 5217 mots
Libération	4 articles, 1802 mots	1 brève, 45 mots	Rien	9 articles, 5 brèves, 5575 mots
Aujourd'hui	2 brèves, 231 mots	1 brève, 170 mots	1 article, 252 mots	12 articles, 5 brèves, 6195 mots
Ouest France	1 article, 1 brève, 458 mots	0 article	Rien	6 articles, 10 brèves, 2831 mots
Total	**8 articles, 6 brèves, 3784 mots**	**2 articles, 2 brèves, 914 mots**	**1 article, 252 mots**	**46 articles, 25 brèves, 24380 mots**



La lutte est acharnée mais *Le Plan B* ne décerne la laisse d'or qu'au plus servile.

On dit qu'un bon dessin vaut mieux qu'un long discours. Mais, au *Monde*, même un éditorial célébrant la *« saine rupture »* sarkozyste avec *« l'anomalie »* des régimes spéciaux de retraite paraît presque pondéré au regard du **Plantu** qui s'affiche à la une (14.9.06). On y voit une Marianne bâillonnée, entravée par des rails sur lesquels défilent des cheminots braillards, avinés et hérissés de drapeaux rouges. Derrière, un fantôme hideux : *« Le spectre des grèves de 1995 »*. Le mécano « privilégié » qui défend ses vieux jours, voilà l'ennemi de Plantu. Lui palpe 4 800 euros net par mois au *Monde*, et ajoute à cet ordinaire les quelques brouettes de billets que lui valent ses gags dans *L'Express* et ses albums de coloriage débités chaque veille de Noël.

Dans *La Face cachée du* Monde, Pierre Péan et Philippe Cohen présentaient Plantu comme *« l'un des seuls à s'opposer ouvertement aux dirigeants »* de son journal. L'intéressé démentait aussitôt : *« J'adore* Le Monde*, je suis d'accord avec lui à 95 % et je suis très fier d'y travailler. »* Bien avant cette proclamation d'allégeance, Gribouille enfilait les symboles comme on empile des enclumes : une colombe pour représenter la paix, des mouches pour identifier les méchants, une souris pour que les intervieweurs qui s'ennuient en l'interrogeant lui demandent à quoi renvoie la souris. *« Excédé par les grèves »*, comme il le confie au *Financial Times*, Plantu vitupère les syndicalistes avec une hargne qui délecte ses fans Laurent Joffrin et Jean-Louis Debré. *« On a trop peu l'occasion en France de faire des dessins qui critiquent les actions de la CGT »*, lâche-t-il en juin 2004 après avoir comparé les agents d'EDF en lutte contre la privatisation de l'entreprise aux tortionnaires américains d'Abou Ghraib. *« Abject »*, commente le Syndicat national des journalistes CGT. *« Le dessin doit être dans la nuance »*, dit encore Plantu. Comme cette œuvre de mai 2003 : *« Attentat Al-Qaïda à Riyad : 29 morts. Prise d'otages SNCF en France : 1 million de victimes »*.

Bénéficiaire de l'abattement fiscal réservé aux journalistes, l'artiste n'est pas choqué par ce « régime spécial ». Selon une rumeur interne au *Monde*, il chercherait déjà à se faire rembourser la TVA sur sa laisse d'or.



Sociologie sur France Inter

Le 6 juillet 2006, un sociologue spécialiste du Festival d'Avignon pérore sur France Inter. À un auditeur ouvrier qui l'interroge sur la présence de gens du peuple dans ce lieu dédié par Jean Vilar à la culture populaire, l'invité répond qu'on ne comptait que 2 % d'ouvriers et employés en 1968. *« 2 % d'ouvriers et d'employés c'est énorme ! »*, mugit-il. Aujourd'hui, la proportion s'élèverait à 7 % (contre 56 % de la population active…). *« Où sont les élites ?»* s'inquiète le sociologue. *À Avignon, on a l'impression qu'elles ont disparu. »*

L'appel de Plenel

Le 8 septembre, dans son premier article pour le quotidien belge *Le Soir*, dans lequel il écrira un bloc-notes toutes les deux semaines, Edwy Plenel explique, renvoyant à de Gaulle, *« qu'il y eut des temps où l'amour de la France, du moins d'une France démocratique, humaniste et universaliste, suppos[ait] qu'on quitte son territoire pour en sauver l'idée »*. Chassé du *Monde*, et réfugié journalistiquement à Bruxelles plutôt qu'à Londres, Plenel a su conserver sa modestie légendaire.



Fabuleuse rencontre

Pour dissuader ses ouailles de suivre la Coupe du monde de football, Philippe Val raconte cette mésaventure hautement vraisemblable survenue alors qu'il visitait une église romane (*Charlie Hebdo*, 5.7.06) : *« Quelle ne fut ma surprise d'y rencontrer une vieille connaissance, gauchiste radical, altermondialiste et militant de gauche. Il m'a avoué être venu faire une petite prière pour que la France gagne contre le Portugal. »* Pourquoi ne pas ajouter que ce gauchiste-religieux-footeux est aussi antisémite, nazi et critique des médias, et qu'il bat sa femme ?

« Dream team » à LCI

Interrogé par *Le Figaro* (20.9.06), qui sera partenaire d'une émission de LCI, « Élysée 2007 : les trois marches », Jean-Claude Dassier, directeur général de LCI, annonce : *« L'année qui s'annonce est aussi mobilisatrice que bénie. Je le dis avec d'autant plus d'appétit qu'avec des journalistes comme Christophe Barbier, Patrick Buisson, Olivier Duhamel, Luc Ferry, Jacques Julliard, Anita Hausser, Pierre-Luc Séguillon ou Jérôme Jaffré, pour ne citer qu'eux, la « dream team » de la politique est ici et nulle part ailleurs. »* Si Barbier, Ferry, Julliard et Jaffré ne vous font pas rêver, abonnez-vous au *Plan B* !

Déontologie du Monde

Une « précision » irrésistible parue dans *Le Monde* (19.7.06) indique : *« À la suite de la publication, dans la série "Grandes affaires criminelles", de l'article "Le triple crime de Lurs"* (Le Monde *du 13 juillet) signé Christian Colombani, l'auteur nous demande de préciser qu'il ne peut accepter la paternité de ce texte entièrement réorienté sur le fond et remanié dans la forme. »* Avis aux intellectuels qui s'obstinent à mendier une tribune dans les pages de ce quotidien.



« Si les médias l'acceptent… »

Arlette Laguiller a confié au *Point* : *« Si les médias l'acceptent, je suis prête à envoyer mes jeunes porte-parole à ma place dans les émissions »* (14.9.06). Et comme les médias « n'acceptent pas » la lutte des classes, Laguiller y renoncera ?

On avance !

Le 6 septembre 2006, la réunion de rentrée du collectif du Xe arrondissement de Paris pour une candidature unitaire anticapitaliste est interrompue par l'irruption d'un quidam. Le président de séance : *« Ce journaliste de* Libé *fait un papier sur les collectifs locaux. Est-ce que sa présence pose un problème à quelqu'un ? »* Au lieu des hochements de tête attendus, un débat s'engage entre les militants du PC, de la LCR, des Verts, d'Attac, des Alternatifs, de la CGT, d'Alternative citoyenne. Bribes : *« Journal de patrons »*… *« Rien à cacher »*… *« Commençons par changer nos rapports aux médias »*… *« Transparence »*… *« Parti de la presse et de l'argent »*… *« À nous de choisir quand nous parlons aux journalistes, et comment »*… *« un article, pour quoi faire ? »*… Le journaliste est finalement expulsé, blême comme un roquefort.

À quoi sert la misère ?

À assurer la promotion du dernier ouvrage de Jack Lang. Envoyée à la presse, la fiche publicitaire de ce livre modestement titré *Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur moi* (Bernard Pascuito éditeur) comporte cette précision : *« L'homme politique préféré des jeunes, le Jack Lang qui prend des bains de foule quand il va dans les quartiers du nord de la France où règne la misère, montre, mots à l'appui, que cet engouement n'est pas dû à un malentendu. »* Lang a-t-il été élu député pour éradiquer la misère dans le Nord ou pour faire de celle-ci la rampe de lancement de ses opérations de marketing ? Dans les deux cas, l'efficacité est la même…

Avez-vous déjà léché un cadavre ?



C'était le feuilleton le plus déchirant de la rentrée. Chaque matin de septembre, un défilé de notables hantait les colonnes de *Libération* pour implorer son actionnaire Édouard de Rothschild de ne pas débrancher le comateux. En tête de cortège, les représentants de la « gauche » telle que la rêve *Libération* : une chambre rose horizon allant de l'UDF à la LCR mais écrasée en nombre par le PS. *« Pourquoi je lis* Libération *tous les jours ? Parce que c'est un journal »*, observe Bayrou. Strauss-Kahn se montre plus audacieux : *«* Libé*, ce n'est pas seulement un journal, c'est presque un compagnon. »* Tous célèbrent *« l'indépendance »* du moribond, son rôle dans le *« débat démocratique »*, son *« irrévérence »*, son *« sens du chic »*. Et, surtout, sa qualité de pousse-café : *« La première chose que je fais le matin, c'est boire un café et lire* Libé *»*, révèle Nicolas Hulot. *« Tous les matins*, ajoute DSK *: un café, deux cafés. Et* Libé. *»* Chez Voynet, *« le réveil qui sonne, la boîte aux lettres, puis le premier café, avec* Libé *et donc les doigts sales… »* Ce que l'écrivain Éric Chevillard traduit par : *« Coffee and cigarette, and* Libé. *»* L'affection pour un journal dévitalisé serait-elle proportionnelle à l'ingestion de caféine ? L'avocat Stéphane Maugendre avance une autre explication : *« J'achète aussi* Libé *pour être informé, surtout quand je suis en vacances. »* Raymond Depardon remporte néanmoins la palme du pittoresque : selon lui, *Libération « n'a jamais été sous le contrôle de qui que ce soit »*. Et surtout pas de Rothschild, qui déclarait l'an dernier (France 2, 30.9.05) : *« Je crois que c'est un peu une vue utopique de vouloir différencier rédaction et actionnaire. »*



Bayrou ? Besancenot ? LE PLAN B

Lequel est centriste mou ? Lequel est communiste révolutionnaire ?

Révolutionnaire, Olivier Besancenot, mais pas du genre à dire « non » quand un baronnet de l'audiovisuel le convoque pour égayer de sa présence un plateau de télévision. Le représentant de la LCR roucoulait sur LCI le 6 septembre (« Vous avez un message »), répondant aux questions imaginaires de célébrités quasi mortes (Mme de Fontenay, Johnny Hallyday), ou quasi vivantes (Jospin). Deux jours plutôt, enfermé dans un bureau de la chaîne par Patrick Le Lay et Étienne Mougeotte, François Bayrou subissait une *« explication musclée »*, selon ses dires, assortie de *« menaces à peine voilées »* (*Le Canard enchaîné*, 13.9.06). Les deux pontes de TF1 laissaient exploser leur fureur après avoir entendu, sur leur antenne, au « 20 heures » du 2 septembre, le président de l'UDF rappeler la collusion entre médias et groupes industriels, et les liens qui unissent Martin Bouygues (propriétaire de TF1) à Sarkozy (lire ci-contre). *« Tout ça, je n'en ai rien à faire. Moi je ne suis pas Français, je suis Breton. Je ne vote pas aux élections. Et il n'y a que mon chiffre d'affaires qui m'intéresse ! »*, hurle Le Lay (cité par Bayrou, France 5, 17.9.06). *« Vous allez avoir des problèmes dans vos rapports avec notre chaîne ! »*, menace Mougeotte. De son côté, Besancenot avouait : *«*[À la télé] *je n'ai plus le trac »*...

Bayrou récidive sur RMC Info (12.9.06), au micro de Jean-Jacques Bourdin :

J.-J. Bourdin : *Alors, faut-il interdire, faut-il INTERDIRE aux grands groupes industriels...* [de posséder des médias] *?*

F. Bayrou : *Selon moi, lorsqu'on est en affaires avec l'État, on ne doit pas pouvoir posséder de grands groupes médias.*

J.-J. Bourdin : *Si vous êtes élu président de la République vous demanderez à ce que le...*

F. Bayrou : *Je demanderai qu'une loi que je proposerai à l'avance dise cela.*

J.-J. Bourdin : *Faut-il demander aux candidats de s'expliquer sur ces questions-là, aux futurs candidats à la présidentielle ?*

F. Bayrou : *Non seulement il faut leur demander, mais ceci va être une très grande question. Une des questions principales.*

Des propos vécus comme un attentat contre l'indépendance de la presse et aussitôt commentés par ses gardiens les plus intransigeants. Christine Ockrent y voit la paranoïa du *« complot des médias »* (France 3, 17.9.06). *« François Bayrou* [...] *doit tourner sept fois la langue dans la bouche avant de tenir de tels propos.* [...] *Heureusement que certains grands groupes sont là pour aider la presse à se développer, à se maintenir et à survivre dans toute son indépendance »*, sermonne Jean-Pierre Elkabbach (AFP, 5.9.06), à l'unisson du blog de Jean-Michel Aphatie : *« Faut-il l'interdire par la loi ? Ce serait crétin.* [...] *La pensée est un peu primaire. »* (7.9.06). *Le Monde* brode sur *« la vieille thèse du "complot médiatique", recyclée par le leader centriste »*, tandis que PPDA donne une leçon de liberté journalistique : Le Lay et Mougeotte *« ont eu raison* [...]. *J'ai vécu* [l'intervention de Bayrou] *comme une remise en cause de notre indépendance, comme si nous, journalistes, nous n'étions pas capables d'avoir une distance critique vis-à-vis de qui que ce soit. »* (Canal Plus, 8.9.06). À l'issue de sa prestation sur la chaîne des boursicoteurs, Olivier Besancenot livrait un résumé du programme politique de la Ligue communiste révolutionnaire concernant les médias : *« Merci LCI ! »* Le Lay répondra-t-il un jour « Merci LCR » ?



TF1, 2 septembre 2006.

RMC Info, 12 septembre 2006.

Jean-Jacques Bourdin : « Bien, alors on va aller plus loin, puisque ce matin nous posons une question à nos auditeurs. Philippe Dufresne, quelle est la question ? »

Philippe Dufresne : « La question est simple : Oui ou non faut-il interdire aux groupes qui vivent de commandes publiques de posséder des grands médias ? La réponse des auditeurs pour l'instant est de oui à 85,4 %, non à 14,6 %. »

hésite...



« Je sais pas, c'est pas vraiment à moi de juger. »

« Oui, évidemment, c'est Johnny. Ben je sais pas, je sais pas, […] euh, c'est clair que je suis pas celui qui a le bras le plus long dans le show-business, voilà. Mais j'aime bien Johnny par ailleurs, plus que l'UMP. »

« Euh, ben d'abord, on a pas forcément fait la même école, voilà. Et puis moi, je me définis pas comme un trotskiste, je suis un militant révolutionnaire. Je viens effectivement d'une organisation qui est étiquetée trotskiste, […] il y a d'autres figures emblématiques comme Louise Michel, comme Che Guevara, voilà. »

« Merci LCI ! »

6 septembre 2006

Le 6 septembre est une journée décidément chargée pour Olivier. À peine descendu des studio de LCI, il court à France 2 inaugurer « L'Arène de France », nouvelle pochade cathodique du royaliste Stéphane Bern. Sur le plateau, deux camps s'opposent lors de *« débats qui concernent la vie de chacun, et qui sont trop souvent occultés »*. *« Pour ou contre, il s'agira souvent d'en découdre ! »*, a prévenu l'animateur. Thème de cette première édition réalisée sous le patronage de Bernard Tapie : « La France est-elle un pays de privilégiés ? ».
Olivier est dans le camp du « oui ». À ses côtés, François de Closets (auteur de pamphlets antisyndicaux), Joseph Gouranton (président de l'association de défense des actionnaires d'Eurotunnel), etc.
Face à eux, le camp du « non » est défendu par Olivier Dassault (fils de son papa en même temps que député sarkozyste), Stéphane Fouks (ex-publicitaire calamiteux de Jospin et sous-chef d'Euro RSCG), Gérard Louvin (producteur et chef d'entreprise), et Francis Lalanne (non identifié par nos services : qui est-il ?).
Malgré sa combativité, le porte-parole de la LCR n'a pas terrassé l'hydre capitaliste : *« Je n'ai coupé la parole à personne, mais il y a des fois, quand j'ai entendu certains propos, j'avais envie de partir. »* Il est resté ; Stéphane le réinvitera.

Prodige de la mondialisation :

Les robinets picards arrivent à pied par la Chine

Dans le pays du Vimeu, en Picardie, serrureries et robinetteries ont façonné une terre de bas salaires et d'anarcho-syndicalisme. Aujourd'hui, ce tissu se déchire.

Sur la place de Friville-Escarbotin (Somme), Jean Jaurès peut s'arracher sa barbe de bronze : Laperche doit fermer. Ainsi en ont décidé les Suédois. Cette serrurerie date pourtant de 1789 et compte encore 181 salariés, contre 290 en 2003. *« On n'a pas de déficit*, enrage Éric Guérandelle, délégué CGT, *nos carnets de commandes sont pleins à craquer, on a des projets plein les tiroirs… »* La maison mère – ou plutôt d'adoption, après un rachat en 1994 – se porte bien : l'action du groupe Assa-Abloy, numéro 1 mondial de la robinetterie, a doublé depuis 2003. Elle a encore grimpé de 25 % cette année, tandis que les ventes progressaient de 16 % sur les six derniers mois. *« C'est une des entreprises qui innovent le plus,* poursuit Éric Guérandelle, *et elle ferme. Ça, c'est vraiment mauvais signe pour toutes les autres. »*

Toutes les autres, oui : car dans ce « Vimeu rouge », 4 000 salariés travaillent dans la métallurgie. Le taux d'emploi industriel s'élève ici à 46,2 % – trente points au-dessus de la moyenne nationale (17,5 %). Un secteur qui tangue et pourrait bien couler demain…

Contrefaçon made in China

« Ce qui se passe à Laperche, c'est dommage mais c'est inéluctable. Il y en aura d'autres, parce qu'on est dans un bassin mono-industriel avec une main-d'œuvre peu qualifiée. Sauf grand changement, le Vimeu est condamné dans les dix ans. Que faire ? » Qui est cet oiseau de mauvais augure ? Un syndicaliste en bleu de chauffe campé sur ses « archaïsmes » ? Non, au contraire : l'homme, la trentaine passée, porte costume et cravate. Didier Guareschi, PDG de GRK, aux commandes de 72 salariés. Cette robinetterie, il l'a héritée de son grand-père, immigré italien, et l'usine – une bâtisse sous un porche, en plein cœur de Friville – n'a pas bougé depuis 1938. Il incarne bien cette nouvelle génération de patrons telle qu'un employé nous l'avait décrite : moins industriels que commerçants, moins présents à l'atelier qu'aux cotations des cours internationaux, moins en blouse de travail qu'en uniforme de passager première classe. *« Je reviens de Chine, là. Faut être constamment derrière eux…*

– Parce que vous fabriquez là-bas ?

– On est obligés. Les coûts de production sont dérisoires : importer de Chine une pièce toute faite revient moins cher que se fournir en matière première ! On subit ça, aussi, la spéculation de tous ces mecs qui n'ont jamais touché un bout de cuivre… Il faut voir comme les prix ont grimpé [130 % en deux ans]. *Alors on fait venir aussi bien des composants que des robinets finis.*

– Ils portent la marque GRK sans être produits ici. C'est un peu une contrefaçon, non ?

– Non, non : on impose un cahier des charges qui nous permet de garantir la qualité de la maison. C'est très courant maintenant, on n'est pas les seuls. Et sinon, que faire ? » Nous nous baladons dans les « carrés » usinage, matriçage, etc., presque déserts en cette fin d'après-midi. *« Trente pour cent de notre activité, désormais, repose sur le négoce : on achète, on vend. On a maintenu la production en se concentrant sur du matériel à haute valeur ajoutée : dans le médical, ou des compteurs. Mais nos clients vont parfois se fournir directement en Chine. Alors, que faire ? L'espoir, c'est que la Chine rattrape un jour notre niveau de vie et qu'elle s'intéresse à nouveau à son marché intérieur. »*

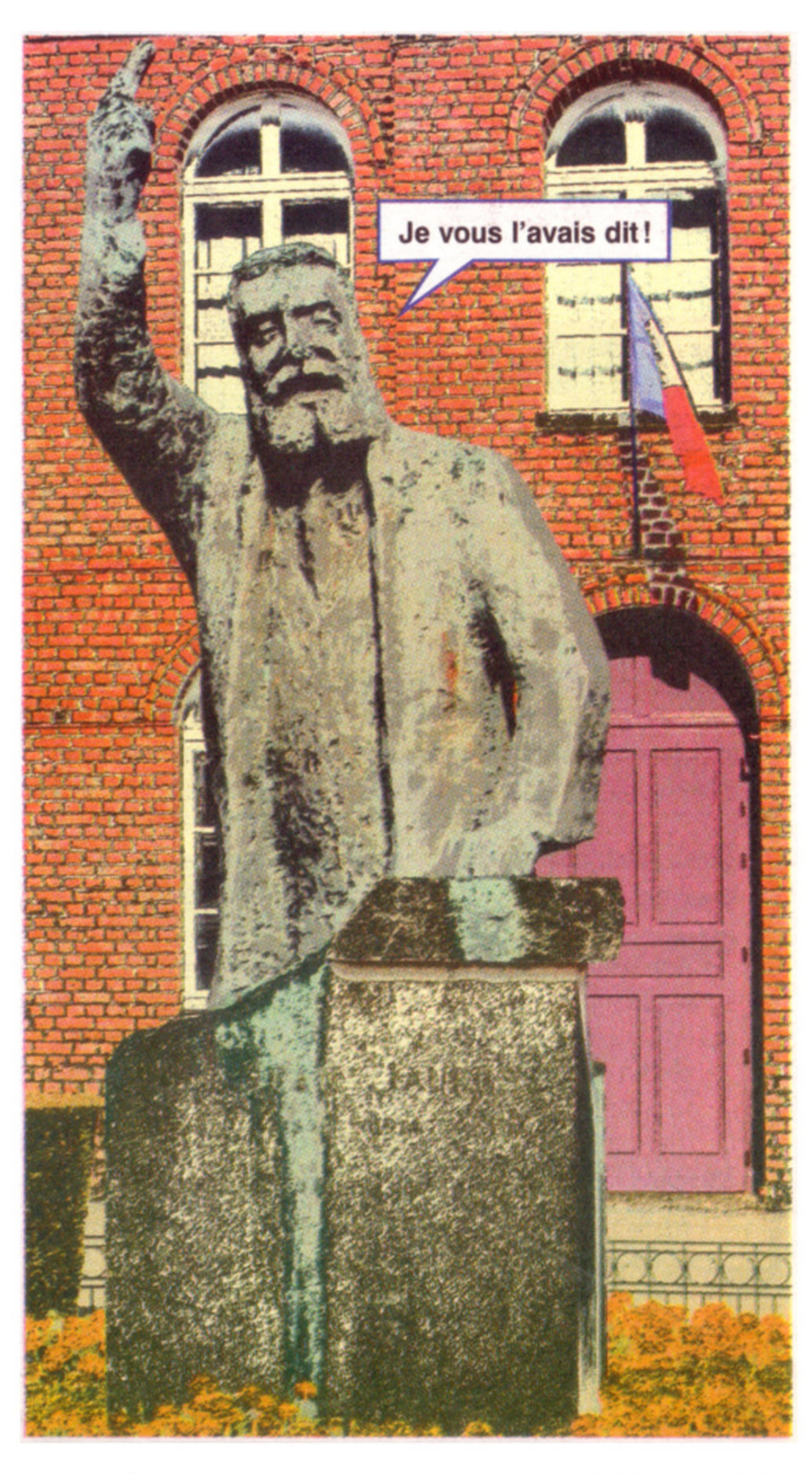
En attendant…

> «Importer de Chine une pièce toute faite revient moins cher que de se fournir en matière première ! On subit ça, aussi, la spéculation de tous ces mecs qui n'ont jamais touché un bout de cuivre... »



Reconversion dans l'emballage

Chez GRK, on fabrique encore. Didier Guareschi deviendra bientôt une exception. Car l'avenir, nous répète-t-on, c'est la logistique. Un petit tour chez Newell Window Fashions, à Feuquières-en-Vimeu, suffit à s'en convaincre… Ici, on usinait des tringles à rideaux. À présent, plus de tourneuse, plus de fraiseuse, plus de machines. Devant nous, Lydia emballe juste des tiges sous plastique. *« Il y a dix ans, on avait encore des chaînes de production,* explique Mickaël Didime. *Petit à petit, on nous a tout retiré, et maintenant les barres arrivent toutes faites de Chine. Les ficelles proviennent d'une autre entreprise, les passants amovibles aussi. Et nous, on n'a plus qu'à tout enfiler dans une boîte. Ensuite, on ajoute la marque d'une grande surface de bricolage. »* Après Lydia, d'ailleurs, les produits partent à l'étiquetage : Leroy-Merlin, Castorama et consorts.



Pour les tringles en bois ou en laiton, il n'y a même plus à emballer. Juste à réexpédier des cartons estampillés *Made in China* : *« C'est mon boulot aujourd'hui,* poursuit Mickaël : *préparateur de commandes. Avant, j'étais régleur sur machine, j'avais même suivi une formation spécifique. Deux ans après, on m'a reclassé. »*

Derrière, c'est l'entrepôt des arrivages. *« Dans cet atelier, avant, on vernissait les barres de bois. Elles sont peintes ailleurs, désormais. Et, dans le coin, ce sont les stores.*

– Ils viennent d'où ?

– Du Portugal, je crois. » Coup d'œil sur l'emballage : *Made in China*. *« Il y a cinq ans, peut-être plus, ils avaient été délocalisés là-bas, mais c'est comme les supports partis en Espagne, aujourd'hui tout est fait en Asie. Les embouts plastiques étaient fabriqués en Angleterre, le site a fermé, ils voulaient tout délocaliser en Chine. On s'est battus pour garder le conditionnement. »*

Chez Valentin, spécialiste de la salle de bains (poires de douche, tuyauterie, robinets, etc.), près de la moitié de l'effectif s'est volatilisé en dix ans. La famille continue de diriger mais la boîte a migré. *« Depuis 2001, Valentin a sa propre unité de production en Tunisie,* explique Jean-Pierre Létuvé, délégué syndical. *La fabrication représente moins de 20 % de notre chiffre. J'avais une qualification de régleur, avec un salaire d'ouvrier professionnel, désormais je mets des emballages plastiques – ils appellent ça thermoformage – au Smic. »* Cadeau de la maison pour lui et 90 % de ses collègues.

American spoken

Cet abandon de la production au profit de la logistique intervient souvent en aval de bouleversements capitalistiques. Ainsi, LecatPorion est passée aux mains des Anglais de Swish, avant son rachat par Newell Window Fashions France, elle-même filiale de Newell Rubbermaid, basée aux États-Unis, avec comme actionnaire AXA, des parts anglaises, etc.

Vimeu, du rouge au vert

« Sur une terre de bas salaires naissent toujours des conflits sociaux plus ou moins violents », explique Gilles Humel, de l'union locale CGT. Dans ce « pays » à l'ouest de la Somme, le développement de la métallurgie s'est accompagné d'un puissant mouvement anarcho-syndicaliste : le Vimeu était rouge, et le souvenir des révoltes ouvrières reste vif. Depuis les années 1980, la désindustrialisation a douché les ardeurs militantes. Mais les maires et conseiller général communistes sont régulièrement reconduits.

D'aucuns le rêvent en vert, ce Vimeu. Coincé entre villes balnéaires et arrière-pays de bocage, il offre *« un potentiel touristique qui reste à développer »*, selon la chambre de commerce et d'industrie. Les touristes, parisiens, hollandais, danois et même américains, achètent à tour de bras : 90 % des ventes en agence concernent des résidences secondaires détenues à 30 % par des Anglais et des Belges (*Courrier picard*, 19.6.06). Les prix de l'immobilier flambent, les constructions de logements sociaux se raréfient, vu le prix des terrains. Conséquence : les « locaux », dont une majorité ne disposent que de revenus modestes, peinent à se loger. Ex-futurs chômeurs métallos, ils pourront toujours se reconvertir en jardiniers, femmes de ménage ou majordomes dans ces nouvelles demeures. Un recul de deux siècles, presque un retour aux sources…

Même chose pour Laperche, maison familiale revendue en 1994 au groupe Poliet, lequel est avalé en 1996 par le suédois Assa Abloy, qui s'offrait également Fischer et Stremler, deux autres serrureries du coin. Watts Industries a pris possession de la Société française de robinetterie. L'italien Cisa a gobé le serrurier Bricard, avant d'être happé à son tour par l'américain Ingersoll Rand…

Cette délocalisation des capitaux conduit presque naturellement à une délocalisation des usines : les liens se rompent entre les propriétaires et la région, ses notables, ses travailleurs. Le patron qui licencie n'aura, dans sa ville et dans sa vie, aucun opprobre à subir, ni manifestations ni articles de presse : il habite à des centaines ou à des milliers de kilomètres du site dont il décide la fermeture, et c'est à peine s'il apparaît derrière l'anonymat de son conseil d'administration.

C'est bien ce qui se passe à Laperche : contre qui les salariés pourraient-ils protester ? Personne. Avec qui négocier ? Personne. Ils se retrouvent ainsi face à un mur, alors qu'ils ne connaissent même pas le nom de leur *big boss*…

No future ?

« Dans le Vimeu, 150 à 200 salariés sont licenciés chaque année des PME liées à la métallurgie », décompte Gilles Humel, de l'Union locale CGT-Bresle. Ce n'est déjà pas gai, au présent, pour les virés. Mais c'est encore plus inquiétant au futur, pour les jeunes. Où travailleront-ils ? Car une culture ouvrière ne se transforme pas en une génération : dans *« une région où déjà plus de 3 000 jeunes quittent le système scolaire sans diplôme, le Vimeu détient le taux le plus élevé de Picardie, avec 28,8 % de sans-diplôme chez les 15-59 ans »*. Malgré cette absence de qualification, le taux de chômage demeurait sous la moyenne nationale (9 %, contre 11,4 % pour le département de la Somme et 10,1 % pour la France), et le nombre d'allocataires du RMI assez faible (3,2 %, contre 4,4 % dans la Somme[1]). Comme s'il existait jusqu'alors une « garantie d'emploi » même sans BEP, sans bac pro, sans BTS. La transmission intergénérationnelle qui s'opérait notamment sur le lieu de travail remplaçait plus ou moins les lycées techniques.

« Des collégiens qui se présentent ici, témoigne Didier Guareski, *ça arrive encore. Il y a vingt ans, s'ils étaient sérieux ou courageux, on embauchait. Maintenant, on réclame minimum un CAP ou un BEP : on assiste à un changement dans le type d'opérateurs. »* Compte tenu de la raréfaction des postes, seuls les plus titrés réussiront alors cette reconversion. Il va falloir aimer l'école…

1 Selon l'Insee-Picardie 2005 et 2004.

Axa sécurise l'emploi

Le groupe Axa, qui a raflé 2,7 milliards d'euros de profits durant le premier semestre 2006, va délocaliser 1 500 emplois au Maroc durant les cinq prochaines années. Une mesure destinée à *« sécuriser l'emploi de nos salariés »*, comme l'a expliqué au *Monde* le directeur du « développement social » d'Axa, Alain Roubin (27.9.06). Traduction : grâce aux 75 millions d'euros annuels que lui rapportera cette délocalisation, l'assureur renoncera peut-être, pour le moment, à tailler encore plus dans ses effectifs français. Cette « sécurisation », ajoute Roubin, permettra en outre d'offrir *« une meilleure qualité de service grâce à des horaires étendus »*. Comprendre : contrairement à leurs homologues hexagonaux, qui quittent leur poste à 17 h 30, les téléopérateurs marocains seront corvéables jusqu'à 20 heures, et même le samedi.

Les racines de l'UMP

Rassemblement, publication du RPR en Loir-et-Cher, a clamé dès avril 1984 son amour des pauvres : *« Nous avons actuellement un plus grand nombre de naissances dans les familles dites défavorisées. Or, rien ne peut faire sortir un enfant de ce milieu. Prédisposé génétiquement à la débilité, souvent prématuré, il va avoir une enfance incertaine entre des pères successifs, brutaux et alcooliques, des hospitalisations multiples* […]. *À la débilité intellectuelle s'ajoute l'instabilité, qui en fera un cancre chahuteur, un illettré incapable d'apprendre un métier. Désœuvré, il deviendra un délinquant. »* À nettoyer au Kärcher ?

Sus aux privilèges !

Propriété de François Pinault, milliardaire exonéré d'impôts en 1997 mais gratifié de 140 millions d'euros de dividendes en 2005, *Le Point* (28.9.06) fulmine contre les « privilèges »… des allocataires du RMI. S'appuyant sur le témoignage d'un chômeur, ancien patron *« plumé par l'Ursaff »* et vivant désormais *« aux crochets des Assedic, ASS et autres CMU »*, l'hebdomadaire montre autant d'indulgence pour ce *« fan de François de Closets* [qui] *ne vote pas mais apprécie la rigueur de Strauss-Kahn et la fermeté de Sarkozy »* que d'intransigeance face au *« laxisme »* de l'administration. Et de dénoncer *« les "plus" du RMI » : « accès gratuit à la complémentaire santé de la CMU ; prime de noël ; le tarif téléphonique social »*, etc. Un scandale !

Le ravi du village planétaire

Certes *« la situation de la métallurgie ressemble à celle du textile »* et il *« va y avoir de la casse »*. Mais le secrétaire général de la chambre patronale du Vimeu *« positive »*. Pendant que la production fuit en Chine et les producteurs à l'ANPE, Stanislas Rénahy dévoile au *Plan B* les recettes de la *« modernité »* industrielle : *« Il faut miser sur plus de conception, de garanties clients, développer la chaîne logistique, oui, être inventif… C'est un challenge. Je dois vous sembler un peu trop optimiste, non ?*

– Euh… Oui, enfin, c'est pas vraiment le climat qui règne dans les PME, du moins dans l'activité métallurgique…

– Oui, bon, je suis sans doute un peu déconnecté de la réalité, c'est peut-être parce que je rentre de vacances, je suis en forme. Il y a un virage, une mutation du savoir- faire, ouais, qu'il faut prendre. Dans le Vimeu, y a un terreau de caractères, de chefs d'entreprise… Il faut prendre le risque ».

Or les « risques », les salariés n'en prennent pas assez et les patrons en subissent beaucoup trop : *« Il faut orienter vers les métiers techniques, c'est une véritable connerie sinon ! Le travail manuel doit être valorisé ! Qu'on arrête de faire chier les patrons avec des inspections, des machins… On laisse pas suffisamment de mou… Bon, c'est un discours très entrepreneurial que je vous tiens là, mais c'est vrai quoi, il faut se dire "je vis en France, j'ai la pêche, j'ai envie d'innover"… Enfin, je positive peut-être trop. »*



« Et puis, vous savez, la domination de l'Occident sur le reste du monde, c'est infime finalement sur toute l'Histoire de l'humanité. »

Les délocalisations ? Notre ami positiviste ne voit pas le problème : *« De la marchandise* Made in China, *je dis : plus il y en a qui rentre, mieux c'est pour l'entreprise : ça veut dire qu'elle a des commandes ! Et puis, vous savez, la domination de l'Occident sur le reste du monde, c'est infime finalement sur toute l'Histoire de l'humanité. On a commencé à émerger quoi, vers le…* XVIIIe, *et encore, surtout* XIX-XXe *siècles, c'est pas grand-chose, on n'est pas toujours les plus forts… Les patrons d'ici, quand ils vont à l'étranger, ils voient le dynamisme de ces pays en croissance, et ils reviennent en disant "Mais, en France, c'est la préhistoire !" »*

Ne reste plus au secrétaire général de la chambre patronale du Vimeu qu'à prendre sa carte au Parti communiste chinois.

Les caporaux de la glose à l'assaut des « barbares »

Frappes médiatiques sur le Liban

Quand une guerre éclate entre une puce et un éléphant – ou entre un allié des États-Unis doté d'une aviation moderne et un allié de la Syrie et de l'Iran qui recourt à la guérilla –, les alliés médiatiques de l'éléphant connaissent la musique. Il leur faut, d'une part, humaniser le pachyderme, faire oublier le troupeau qui l'entoure. Et, d'autre part, diaboliser le plus faible, forcément plus fourbe, en particulier s'il est arabe.

Humaniser l'armée israélienne ? Rien de plus facile ; il suffira d'évoquer sans relâche le nom du moindre soldat prisonnier : qui ne connaît celui du caporal Gilad Shalit, *« dix-neuf ans »*, enlevé par le Hamas le 25 juin dernier ? Et qui n'a pas entendu s'exprimer cent fois l'angoisse de sa famille ? En revanche, qui peut réciter le nom d'un seul des huit civils assassinés sur une plage de Gaza par un bateau de guerre israélien, ou celui d'un seul des centaines de Palestiniens – ministres et députés compris – enlevés par l'armée de Tel-Aviv ?

Israël « frappe », le Hezbollah « bombarde »

Vous voulez dire par Tsahal ? Justement, parlons-en ! En avril 2002, un auditeur de France Inter, « Frédéric », avait interrogé les journalistes de la station sur leur utilisation, qu'il jugeait partisane, de ce nom de « Tsahal ». Bertrand Vannier, directeur de l'information, avait expliqué : *« Tsahal, c'est un acronyme. Cela veut dire "Tsiva Hagana Lei Israël", l'armée de défense d'Israël. J'ai demandé aux journalistes de la rédaction de France Inter de ne plus prononcer le mot de "Tsahal", car il y a risque de confusion à partir du moment où les Israéliens en ont fait une sorte de surnom, diminutif affectueux. »* En juillet-août 2006, ce « diminutif affectueux » fut employé plusieurs fois par jour – et même par heure – sur France Inter pour évoquer une « armée de défense d'Israël » qui défendait Israël en envahissant le Liban. Le jour où le Hezbollah baptisera son armée « Mon chéri », l'appellation sera-t-elle aussi couramment reprise par France Inter ?

En temps de guerre, les mots tuent. Bernard-Henri Lévy le sait tellement bien qu'il s'offusqua, dans *Le Monde* naturellement, de l'emploi du mot « roquette » pour parler des projectiles tirés contre l'État hébreu. *« Pourquoi ne pas dire "obus" ? ou "missile" ? Pourquoi ne pas rendre, en utilisant le juste mot, toute sa dimension de violence barbare à cette guerre voulue par les iranosaures du Hezbollah et par eux seuls ?*[1] *»* Quelques jours avant que *Le Monde* publie l'interminable tartine béachélienne (deux pages !), la mort de dizaines de civils libanais et palestiniens avait pourtant inspiré au quotidien vespéral un titre qui n'avait pas indigné le philosophe préféré de « Tsahal » : *« Les frappes israéliennes se multiplient sur le Liban, le Hezbollah bombarde Tibériade »* (lemonde.fr, 15.7.06). Et pourquoi pas la formulation inverse, avec le Hezbollah qui « frappe » et les Israéliens qui « bombardent » ?

Le Plan B connaît la réponse. Pendant la guerre du Kosovo, les sondages – trafiqués, comme toujours – employaient plus volontiers le terme de « frappes » occidentales que celui de « bombardements » ou d'« intervention » de l'Otan. L'une de ces enquêtes, réalisée les 26 et 27 mars 1999 par l'institut CSA pour *Le Parisien*, avait révélé qu'une majorité relative de Français (46 %, contre 40 %) désapprouvait les *« bombardements aériens des forces de l'Otan contre la Serbie »*. Le « problème » était corrigé dès le lendemain : une nouvelle enquête d'opinion (Ipsos-*Le Journal du dimanche)* pouvait proclamer triomphalement qu'une majorité absolue de Français (57 %, contre 30 %) approuvait *« l'intervention militaire de l'Otan en Yougoslavie »*. Un sondeur expliqua ce renversement : *« "Bombardement" donne un poids de chair et de sang à la question qui est posée. "Frappe", c'est plus chirurgical et aseptisé que "bombardement"*[2]. *»* On résume : de temps en temps, un membre de Tsahal, le jeune et sympathique Gilad par exemple, « frappe » avec ses camarades. De braves garçons tout juste un peu rugueux, mais c'est de leur âge.

Une « joyeuse bousculade »

Titré « Irresponsabilités », un lumineux éditorial du *Monde* (ils le sont tous) analysa dès le 16 juillet 2006 : *« La crise de Gaza a conduit à celle du Liban, qui, elle-même, n'a été possible que parce que la Syrie et l'Iran ne sont pas opposés au coup de force de leur protégé libanais, le Hezbollah. »* Relisons ce résumé : à aucun moment Israël n'est mis en cause. *« La crise de Gaza »*, c'est pourtant *dix* Palestiniens tués *par jour*. Et quand BHL pleure sur *« ces photos de quinze jeunes gens, parfois des enfants, qui sont morts… »*, à qui pense-t-il ? Eh oui, à ceux *« qui sont morts sous le feu des artificiers palestiniens*[3] *»* ! Les artificiers israéliens en revanche sont sympathiques et humanistes. *« Le chef de guerre*, roucoule Bernard-Henri, *s'appelle Ephraïm Sneh. Il a ce physique de père tranquille, à la fois cordial et bourru. »* Quant aux soldats d'Ephraïm, BHL admire *« leurs moqueries de gamins »*, *« l'allure décontractée ensuite, j'allais dire débraillée et même désœuvrée, d'une petite troupe qui me rappelle irrésistiblement la joyeuse bousculade des bataillons de jeunes républicains décrits, une fois encore, par Malraux*[4]. *»* Vite, un nouveau film !

« Oui mais c'est le Hezbollah qui a commencé ! » Une ânerie journalistique se consommant toujours en boucle, procédons à la revue (partielle) des troupes et des troupiers. Jean Daniel : *« Les premières réactions d'Israël contre les agressions du Hezbollah relevaient de l'autodéfense »* (*Le Nouvel Observateur*, 20 juillet). Philippe Val approuve Daniel : *« Mets-toi deux minutes à la place des Israéliens : ils se sont retirés du Liban contre la paix. Ils ont eu des roquettes. Ils se sont retirés de Gaza contre la paix. Ils ont eu des roquettes… »* (*Charlie Hebdo*, 26 juillet). Colombani s'inspire de Val : *« La crise n'a de précédent que dans celle des missiles soviétiques installés à Cuba en 1962 : en laissant l'Iran et la Syrie installer, via le Hezbollah, de douze mille à dix-sept mille missiles, le Liban a placé Israël à la portée de l'Iran »* (*Le Monde*, 1er août). Attali plagie Colombani : *« En mars 1936, face à la remilitarisation de la Rhénanie par Hitler, Halifax puis Blum ont laissé faire, et nous avons eu la guerre. En octobre 1962, face à l'arrivée de fusées soviétiques à Cuba, les frères Kennedy n'ont pas laissé faire, et nous avons eu la paix »* (*L'Express*, 3 août).



Le casse-pieds du téléphone

Jeudi 3 août, vers 13 h 15, Claude Lanzmann a pensé tristement à feu Jean-François Revel. Lanzmann venait de publier une nouvelle ode affectueuse aux tankistes de l'armée israélienne. Il escomptait ainsi ne pas être distancé par BHL sur ce créneau qu'il juge lui appartenir en propre depuis son péplum d'amour *Tsahal*[1] (1994). Or, jusqu'au trépas de Revel, il y a quelques mois, sitôt que Lanzmann se débarrassait d'un de ses textes dans les pages du *Monde* (son vide-poche préféré), il appelait Revel pour en être complimenté…

Ce 3 août, Claude Lanzmann – d'une fatuité telle qu'elle excède parfois celle de Jean Daniel (!) – était plus fier de lui encore que d'habitude. Même s'il n'injuriait pas cette fois les pacifistes israéliens (des *« fripouilles sans foi ni loi »*, avait-il estimé quelques semaines plus tôt[2]), son texte n'en demeurait pas moins un bijou lanzmannien. Il chantait la douce armée israélienne. Le prix qu'elle *« attache à la vie de ses hommes »*. Sa politesse envers les Libanais : *« Israël avait averti, par tracts et par radio, la population d'avoir à quitter les lieux. »* Toute cette *« population »*, qui disposait assurément de jets privés et de résidences secondaires, n'avait qu'à s'envoler à destination d'un ryad aussi voluptueux que celui de BHL à Marrakech. Pour y attendre la fin de la guerre en dégustant des olives.

Lanzmann, en transe, ne cessait de relire à voix haute (devant un miroir) le début de son article. Il avait en effet réussi à juxtaposer à intervalles très rapprochés les mots de *« clameur »*, *« rues arabes »*, *« voracité »* et *« hypocrite »*. Mais, jurait-il, la vertu l'emporterait : en dépit des Arabes hypocrites qui avaient profité des accords d'Oslo pour *« s'armer jusqu'aux dents »*, *« Israël, n'en doutons pas, prendra le dessus »*.

La guerre gagnée sur le papier, Lanzmann se demanda qui appeler pour s'entendre couvrir d'éloges. Revel était mort. Or, dans ses Mémoires de l'année 2000, l'ancien immortel raconte l'histoire d'un casse-pieds qui le harcèle au téléphone en plein été. Extrait :

« Samedi 1er juillet. Arrivé hier au soir en Bretagne, je me rends ce matin au marché de Pleubian, qui a lieu tous les samedis. […] Rentré à la maison vers midi, j'entends mon téléphone sonner. Tiens, me dis-je, même le premier jour de mes vacances et en plus un samedi, ils ne peuvent pas me laisser tranquille. Je décroche. C'est Claude Lanzmann.

– Tu n'es donc pas à Paris ? me dit-il.

Je sens une tristesse dans sa voix. Que mon

Au vu de ce qui précède, on comprend qu'interpellé le 11 août par un lecteur du *New York Times* – *« Pourquoi n'écrivez-vous votre histoire que du point de vue des Israéliens ? »* – BHL ait aussitôt répliqué : *« Parce que seul l'autre point de vue est considéré et je n'aime pas le conformisme, et encore moins l'injustice. »* Dina Sorek, ministre-conseiller à l'information auprès de l'ambassade d'Israël à Paris, qui n'aime pas non plus le conformisme, spamma à ses milliers de correspondants les textes de BHL et de son chouchou Philippe Val.

Au demeurant, des penseurs-chansonniers-humoristes aussi subtils allaient-ils s'encombrer du rappel des dix-huit années d'occupation du Liban par Israël, des milliers de détenus – certes arabes – non encore libérés ? Eux que la fourniture d'armes iraniennes au Hezbollah incommodait tant, allaient-ils s'offusquer des livraisons de missiles américains, y compris à longue portée, y compris à tête nucléaire, à l'État hébreu ? Devaient-ils vraiment se souvenir que la veille du jour où le *soldat* Gilad Shalit fut capturé, les forces « d'autodéfense » israéliennes avaient kidnappé deux *civils* de Gaza – bien qu'il s'agisse d'Arabes, *Le Plan B* dévoile leur nom –, Osama et Mustafa Muamar ? Évidemment non.





« Fiefs du Hezbollah »

Il faut dire qu'Israël ne bombardait pas des villages chiites libanais, des villes comme Tyr, Saada, Baalbek, Beyrouth, mais frappait des *« fiefs du Hezbollah »*. Claude Angéli, qui nota ce langage *« politiquement correct »* de *« certains confrères[5] »*, omit de désigner les coupables. *Le Plan B* les a aussitôt démasqués dans sa banque de données obèse. Palme d'or à *Libération*, qui, le 22 juillet, annonce : *« Vendredi, les chasseurs bombardiers israéliens ont pilonné Baalbek, fief du Hezbollah »*. Puis récidive le 9 août : « Raids sur la banlieue sud de Beyrouth, fief du Hezbollah. » Ex-æquo, *Le Monde* du 26 juillet : *« Israël s'empare de Bint Jbeil* [une ville, pas un hameau], *fief du Hezbollah au Liban sud »*. Même chose le 4 août : *« L'aviation a bombardé la banlieue de Beyrouth, fief du Hezbollah chiite »*.

Une guerre comporte toujours ses moments de détente. Le géographe Philippe Val nous les offrit dans son nouvel éditorial antiarabe « Garçon, un demi et un atlas ! » : *« Si l'on regarde une carte du monde, en allant vers l'est : au-delà des frontières de l'Europe, c'est-à-dire de la Grèce, le monde démocratique s'arrête. On en trouve juste un petit confetti avancé au Moyen-Orient : c'est l'État d'Israël. Après, plus rien, jusqu'au Japon.* [...] *Entre Tel-Aviv et Tokyo règnent des pouvoirs arbitraires dont la seule manière de se maintenir est d'entretenir, chez des populations illettrées à 80 %, une haine farouche de l'Occident, en tant qu'il est constitué de démocraties[6]. »* Mais selon le *Rapport des Nations unies sur le développement humain* de 2003, seuls trois pays au monde avaient alors un taux d'illettrisme supérieur à 80 %. Et aucun d'entre eux n'était situé entre Tel-Aviv et Tokyo, puisqu'il s'agissait du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Ailleurs, entre Tel-Aviv et Tokyo, le taux d'illettrisme était de 23 % en Iran, de 9 % en Chine, de 7 % aux Philippines. Et… de 13 % au Liban.

Mais c'était avant que les écoles y soient (à nouveau) « frappées » par les amis lettrés de Philippe Val et de *Charlie Hebdo*.

1 *Le Monde*, 27.7.06. Acrimed, notre rutilante vitrine universitaire, a réfuté chacune des assertions conjointes de BHL et du *Monde* le 1er août 2006.

2 Sondages et commentaire cités dans Serge Halimi, Dominique Vidal et Henri Maler, *L'opinion, ça se travaille*, Agone, Marseille, réédition poche, septembre 2006, p. 25.

3 BHL, *op. cit.*

4 *Ibid.*

5 *Le Canard enchaîné*, 9.8.06.

6 *Charlie Hebdo*, 26.7.06. Val fut ravi de lire deux jours plus tard l'édito de Denis Jeambar sur le site de *L'Express* : *« Cette défaite d'Israël, si elle devait survenir, serait aussi la première défaite de la seule démocratie existant, à l'exception de la démocratie indienne, entre la Méditerranée et les rivages du Pacifique. »* Toutefois, Jeambar se garda bien de répéter l'ânerie de Val sur les *« populations illettrées à 80 % »*.

et l'amateur de vinaigrette

éloignement l'afflige à ce point n'est pas loin de me bouleverser.

– Eh bien, non, lui dis-je, mais nous nous verrons en septembre.

Un silence.

– Dans le lieu écarté où tu te trouves, reprend-il, tu ne reçois pas les journaux ?

– Bien sûr que si. Je viens de les acheter au village.

Long silence.

– Est-ce que tu as lu mon article ?

– Écoute, je viens juste de poser ma pile sur mon bureau et ensuite je suis revenu dans la cuisine, où j'ai commencé à confectionner ma vinaigrette montée. Tu sais à quel point c'est difficile à réussir !

– J'ai un article qui commence à la une du Monde et qui, à la tourne, occupe une page entière.

– Excellente nouvelle !

– C'est un très bon article.

– J'en suis convaincu.

– Lis-le tout de suite.

– Je laisse tomber et retomber ma vinaigrette et je te rappelle dans vingt minutes[3].

En achevant sa vinaigrette, Revel sourit. Il se souvint que, moins de quatre mois plus tôt…

« Mercredi 15 mars. [...] *Lundi prochain, je suis invité à une émission de Thierry Ardisson, avec, m'a-t-on dit, et je m'en suis réjoui, Claude Lanzmann comme interlocuteur. C'est du moins ce que je croyais. Mais Claude Lanzmann me détrompe en me précisant, d'une voix sépulcrale, au téléphone : "C'est une émission sur moi. Toi, tu n'interviens qu'à la fin pour parler de moi.[4]" »*

Le 3 août 2006, faute de mieux, Lanzmann se résigna à appeler cet âne de Romain Goupil, que chacun laisse braire dans son étable depuis des années. Malheureusement pour Claude, Romain n'achète *Le Monde* que lorsqu'il y signe une nouvelle tribune à la gloire de W. Bush avec ses collègues du Club de la coupe au bol, Bruckner et Glucksmann. Pour se consoler, Lanzmann a revu *Tsahal*.

1 Lire à ce sujet Amnon Kapeliouk, « "Tsahal", ou les mésaventures de la vérité historique au cinéma », *Le Monde diplomatique*, novembre 1994.

2 *Les Temps modernes*, mars-juin 2006.

3 Jean-François Revel, *Les Plats de saison, journal de l'année 2000*, Le Seuil, 2001, p. 215-216.

4 Id., *Ibid*, p. 83.

L'internationale des riches

Directeur exécutif de CNN International, Chris Cramer détaille le contraste entre des chaînes arabes comme Al-Jazira, et CNN. Les premières *« sont des mass media qui essaient d'être regardés par le plus large public possible à travers les pays arabes. CNN n'en est pas. Elle vise 5 ou 10 % de la population. Un public riche, bilingue, souvent trilingue, qui voyage, des managers, des patrons, des personnes en position de pouvoir »* (*Télérama*, 26.7.06).

Le modèle journalistique de Bernard Guetta

Thomas Friedman éditorialise au *New York Times*. *« C'est de très loin le meilleur journaliste américain de sa génération, mais trop fin, trop averti des affaires du monde. Tout simplement trop bon. Trop en avance pour refléter le regard américain du moment »*, estimait à son propos Bernard Guetta sur France Inter (29.10.01). Un an plus tard, Friedman devint l'un des avocats les plus forcenés de la guerre d'Irak. Aujourd'hui, quelques milliers de cadavres plus tard, il le regrette un peu. Trop en avance ? Il y a en tout cas un sujet à propos duquel Friedman ne regrette rien : son appui fanatique au libre-échange. Le 22 juillet 2006, on lui demande s'il conçoit de s'opposer à toute libéralisation commerciale quelle qu'elle soit. Réponse « très fine » : *« Non, absolument pas. Vous savez quoi ? J'ai écrit une chronique soutenant le Cafta, l'accord de libre- échange des Caraïbes. Eh bien, je ne l'avais même pas lu. Je n'avais remarqué que deux mots : "libre échange", et ça m'avait suffi. »* Friedman disait tellement vrai que Cafta ne signifie pas Carribean Free Trade Agreement, mais Central American Free Trade Agreement. Trop fin, trop averti des affaires du monde, ce Thomas Friedman…

Adler avait tout prévu

Dans une chronique de *Courrier international* de 2001 intitulée « Les derniers feux de l'islamisme », le grand médium Alexandre Adler prophétisait (22.11.01) : *« Ainsi donc Al Qaïda a déçu : une capacité de mise en scène du mal exceptionnelle, mais greffée sur des conceptions stratégiques surannées ou inopérantes. Il n'aura pas été nécessaire d'attendre le ramadan pour que s'effondre sans aucune gloire le régime des talibans.* [...] *Tel est le bilan, en cette fin d'automne 2001, des attentats du 11 septembre : une déroute sans précédent des forces islamistes, non seulement sur le terrain afghan, où il était prévisible que leur impopularité finirait par leur jouer des tours, mais à l'échelle de toute une région. »* Ce jour-là, la boule de cristal d'Alexandre Adler souffrait sans doute d'indigestion.

« L'argent des pauvres attendra »

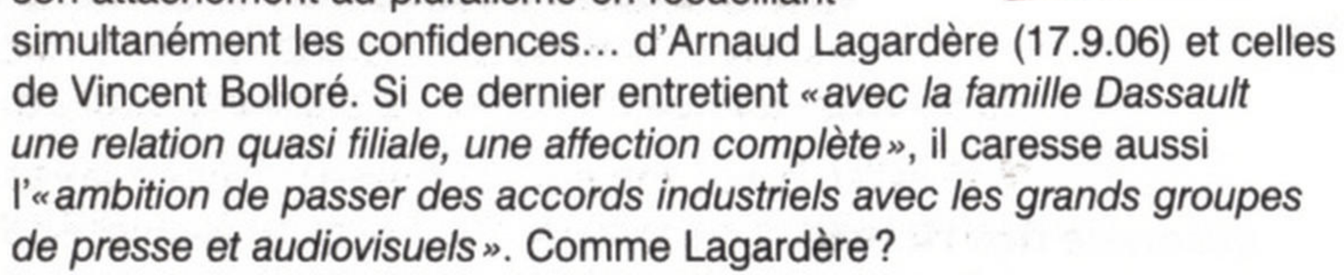
Il y a cinq ans, Mathieu Lindon, chroniqueur à *Libération*, écrivait à la suite des attentats du 11 septembre (15-16.9.01) : *« Au fond, comme on les aime, les Américains. Les antimondialistes les combattaient au nom de leur mainmise économique sur le monde.* [...] *Si c'est ça, être antimondialiste, si c'est être solidaire de telles atrocités, alors on est en vérité dans le camp adverse. La mondialisation qu'il paraît le plus urgent de combattre aujourd'hui, c'est celle du terrorisme. Notre vie de riches est soudain en danger, alors l'argent des pauvres attendra. »* Oui, Mathieu, allons dîner…



EN HAUSSE :

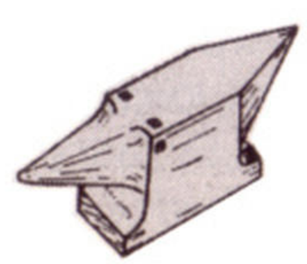
Robert Ménard. Avec courage, l'autocrate de Reporters sans frontières continue à défendre les groupes industriels contre les velléités d'indépendance de la presse. Hostile à l'idée d'interdire l'appropriation des journaux par des groupes privés qui travaillent avec l'État, il explique : *« Ce type de disposition reviendrait à priver les journaux français, déjà pauvres, de toute source de financement. C'est le type même de la fausse bonne idée. Quel journal aujourd'hui ne rêve pas d'être adossé à un groupe puissant pour pouvoir faire correctement son métier ? »* (*Charlie Hebdo*, 19.7.06). RSF pourra continuer à commercialiser ses calendriers sur TF1 et à recevoir les euros de Pinault.

Le Journal du dimanche. Contrairement aux apparences, l'hebdomadaire détenu par Arnaud Lagardère ne se contente pas de transformer sa couverture en affiche de campagne pour Nicolas Sarkozy *(ci-contre, l'édition du 3.9.06)*. Il prouve son attachement au pluralisme en recueillant simultanément les confidences… d'Arnaud Lagardère (17.9.06) et celles de Vincent Bolloré. Si ce dernier entretient *« avec la famille Dassault une relation quasi filiale, une affection complète »*, il caresse aussi l'*« ambition de passer des accords industriels avec les grands groupes de presse et audiovisuels »*. Comme Lagardère ?



Laurent Joffrin et Edwy Plenel. À la recherche d'un directeur de la rédaction de *Libération*, Édouard de Rothschild hésitait fin septembre entre Edwy Plenel et Laurent Joffrin. Le premier grattait à sa porte en invoquant ses bonnes dispositions : n'avait-il pas dix années durant travaillé avec Alain Minc au *Monde* et appuyé le projet d'entrée en Bourse du quotidien ? Mais le banquier, pressé de licencier une bonne partie du personnel de son journal, gardait en mémoire le *curriculum vitae* déposé quelques années plus tôt par Joffrin dans les colonnes du *Nouvel Économiste* (21.9.03) : *« Moi, j'ai toujours fait ce que l'on me demandait. […] Au* Nouvel Observateur, *je suis le seul à avoir licencié des salariés. À* Libération, *j'ai résisté à trois grèves générales. »*

EN BAISSE :



Patrick Pelloux. Omniprésent devant les caméras, le médecin urgentiste et journaliste à *Charlie Hebdo* a regretté en juin dernier sur I-Télévision que des *« porte-parole d'Attac »* aient *« fait huer des journalistes parce qu'ils étaient pour le oui. Ce jour-là, je me suis dit c'est foutu »*. Pas pour 54 % des votants.

Philippe Corcuff. Spécialiste de la défense des médias depuis qu'il y déverse ses points de vue amphigouriques à la gloire d'Eddy Mitchell et contre Noam Chomsky, l'essayiste a essuyé la riposte de l'universitaire Gilbert Achcar : *« Diabolisé en France pour des raisons qui illustrent bien sa critique des médias, Chomsky est une cible d'autant plus "facile" qu'il a bien d'autres chats à fouetter que de lire Philippe Corcuff, et, à plus forte raison, de lui répondre »* (www.acrimed.org/article2434.html).

Thomas Piketty. Économiste remarqué par Dominique de Villepin – qui lui a confié 10 millions d'euros en 2005 pour lancer « l'École d'économie de Paris » sur le modèle américain –, Piketty part en guerre contre les *« structures soviétoïdes »* de l'université publique. Selon lui, *« il n'existe aucune activité pour laquelle les forces de la concurrence n'ont pas quelques vertus. L'idée selon laquelle certains secteurs (éducation, santé, culture, etc.) pourraient s'en dispenser est une aberration »* (*Libération*, 25.9.06). Au fait : *Libération*, où Piketty répand ses chroniques, ne survit – pour le moment – que grâce à 600 000 euros d'aides publiques annuelles. Une structure « soviétoïde » ?

AU FOND DU TROU :

Jean-Pierre Elkabbach. Le PDG d'Europe 1 a rajeuni d'un quart de siècle en découvrant les questions d'un « chat » (questions-réponses) organisé sur le site Internet du *Nouvel Observateur* (27.9.06). L'invité attendait des éloges. Mais, à l'instar des manifestants du 10 mai 1981 qui huaient son nom sur la place de la Bastille, 20 des 27 internautes ont rudoyé le faire-valoir de Sarkozy : *« Vous êtes payé un prix fou pour présider Public Sénat que personne ne regarde ! »* ; *« Êtes-vous le conseiller de M. Sarkozy ? »* ; *« Elle marche bien la télé que vous a offert Pierre Botton ? »* ; *« Ne vous sentez-vous pas responsable de la défiance des Français vis-à-vis des journalistes ? »* ; *« J'ai l'impression que vous n'avez jamais aimé le progrès social. »* Chancelant sous la grêle, Elkabbach couine : *« J'aime être aux côtés des vaincus, des victimes, de ceux qui traversent des épreuves »*, sans rappeler son titre de « conseiller spécial pour la stratégie médias auprès d'Arnaud Lagardère », une victime notoire. Rien n'y fait. L'ultime question évoque la modestie de l'invité : *« Est-on obligé de défoncer les portes afin de vous permettre d'y passer la tête ? »* Pâle de fureur, Elkabbach appelle l'ascenseur.

Démontage de texte

Journalistes embrigadés par Thierry Breton

Comme en Corée du Nord, le ministère des Finances mobilise des journalistes pour chanter ses louanges.

« Oui, l'économie, c'est la vie », Vincent Beaufils, *Challenges*, 7 septembre 2006.

Lundi 4 septembre, à Bercy, Thierry Breton a installé le Conseil pour la diffusion de la culture économique (Codice), dont la présidence a été confiée à Claude Perdriel ❶. Il était difficile au directeur de *Challenges* de refuser pareille mission, puisque c'est précisément pour faire partager sa passion de l'économie qu'il a investi dans *Challenges* ❷ il y a vingt ans […].

Pour réussir ce travail de persuasion, Claude Perdriel s'est entouré d'une quinzaine de personnalités de tous bords : des hommes et des femmes d'entreprise passionnés par la vie de la cité tels Claude Bébéar ou Nicole Notat ❸, des pédagogues reconnus à l'image d'Erik Orsenna avec son *Voyage au pays du coton*, sans oublier le fondateur de *Challenges*, Patrice Fauconnier, lauréat du prix du livre de l'économie avec sa *Fabrique des meilleurs* (lire son écho sur le Codice page 98) ❹.

Tous sont convaincus que c'est au lycée et avec le soutien des professeurs d'économie que peut s'amorcer le changement. Nos lecteurs se souviennent de ces élèves de Pontault-Combault convertis à la mondialisation par la force et la simplicité des propos du professeur Daniel Cohen, lui aussi membre du Codice ❺. Nos lecteurs n'ont pas plus oublié les cris d'orfraie de certains syndicats d'enseignants quand Jean-Martin Folz, président de Peugeot-Citroën, avait été invité à témoigner de sa vie de chef d'entreprise au lycée Louis-le-Grand. Puisse ce conseil faire passer l'idée que l'économie n'est pas de droite ou de gauche, mais tout simplement que « l'économie, c'est la vie ». Ce slogan pourrait être la première contribution de *Challenges* au Codice ❻ !

Pour le reste, nous pouvons faire confiance à Claude Perdriel (*« Un grand entrepreneur, un humaniste et un pédagogue très rigoureux »*, a souligné le ministre) et à son esprit d'indépendance : *« À vingt ans, j'ai été formé par la lecture de Charles Péguy, un homme de gauche chrétienne, révolté contre l'administration et le pouvoir »*, a rappelé Claude Perdriel à l'installation du conseil ❼.

Quant à nous, à *Challenges*, si nous nous réjouissons de cette mission, nous gardons évidemment vis-à-vis de l'action de Thierry Breton la même vigilance et la même distance ❽ dans notre traitement de l'information. »

8

Quatre jours avant l'installation du Codice, *Challenges* exprimait cette vigilante distance vis-à-vis de l'action de Breton en expliquant : *« "Tous les clignotants sont au vert", se réjouit le ministre des Finances, qui commente pour* Challenges *les indicateurs clés de l'économie française »* (31.9.06). Suivaient quatre pages de publireportage, dont une et demie rédigée par Thierry Breton lui-même. « Distantes » et « vigilantes », bien sûr.

7

À ce niveau de balourdise, les coups de langue appliqués par l'éditorialiste de *Challenges* sur les fesses du patron relèvent de la perfidie. Chez Perdriel, la *« révolte contre l'administration et le pouvoir »* s'exprime en obtempérant aux sommations de l'anarchiste Thierry Breton sous les lambris du soviet de Bercy. Comme Edwy Plenel, Perdriel ne cesse de citer Charles Péguy (qui réclama en 1913 qu'on guillotine Jean Jaurès). Et il transforme lui aussi les journaux qu'il dirige en catalogues publicitaires. Parlant du *Nouvel Observateur*, Perdriel s'est vanté : *« Comme les articles sont plutôt longs chez nous, le temps d'exposition à la page de publicité est plus grand »* (*Stratégies*, 16.12.04).

1

Encore un nouveau «bidule»? Pas tout à fait. Contrairement au bâton policier, le Codice ne tape pas sur les crânes mais dans les têtes. Adressée à son *«Cher Claude Perdriel»*, la lettre de mission de Thierry Breton demande au Codice d'*«envisager des initiatives auprès des entreprises, de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pour rendre plus familier aux jeunes le monde de l'entreprise»*. Perdriel et ses amis devront aussi *«favoriser la médiatisation (télévision, Internet, édition, jeux vidéos, presse, remise de prix) de la culture économique en mobilisant les professionnels du secteur»*. Injustement bannie de la presse, de la publicité et de l'école, la pédagogie libérale méritait bien cet appui, aussitôt salué par un communiqué de la CGPME, composante du Medef: *«La Confédération se félicite de la concrétisation d'un projet qui lui est cher.* [...] *Faire rentrer l'entreprise à l'école contribuera sans aucun doute à améliorer l'image des entrepreneurs, trop souvent malmenée»* (7.7.06).

2

On se frotte les yeux devant cette déclaration d'indépendance: le directeur de la rédaction de *Challenges* consacre un éditorial entier à célébrer le propriétaire de *Challenges*, lequel vient de s'enrégimenter sous les ordres du ministre de l'Économie et des Finances. Les deux hommes étaient faits pour se rencontrer. Breton, ex-PDG de France Télécom – qu'il privatisa après plusieurs dizaines de milliers de suppressions de postes –, trouve en Perdriel un porte-voix d'autant plus efficace que soupçonné de pencher à gauche. *«Nous croyons au capitalisme porteur de progrès social et de réduction des inégalités»*, rassure l'intéressé (*Challenges*, 5.6.06). Cette «passion de l'économie» dicte ses priorités éditoriales: «Challenges *doit avoir un regard positif sur l'économie et l'entreprise. Pas question ici de "devoir d'impertinence et d'irrespect".* [...] *Je vise 250 pages de pub supplémentaires»* (*Aujourd'hui*, 29.8.05). Thierry Breton n'en attend pas moins.

3

Également désignés pour infuser la «culture économique» dans le cerveau des marmots: un économiste en chef du Crédit agricole, un responsable de l'Institut de l'entreprise (la boîte à idées du Medef, qui rêve depuis des années de tripoter le bulbe des collégiens) et Michel-Édouard Leclerc, dont les hypermarchés préfigurent les crèches de l'avenir. Sans oublier le directeur de Sciences-Po, Richard Descoing. Le 12 mai 2005, cet éleveur de patronets en batterie applaudissait Nicolas Sarkozy, Michel Field et Arnaud Lagardère lors du meeting de l'UMP en faveur du «oui» au référendum. Depuis ce jour, le ministre de la Police n'appelle plus Descoing «coin-coin» mais «mon canard».

Si l'exigence de neutralité imposait au Codice de compter parmi ses membres un bon tiers de patrons et un autre d'économistes libéraux, la décence exigeait de fermer la porte à tout syndicaliste en activité. Non seulement ces êtres primitifs demeurent insensibles aux facettes les plus chatoyantes de l'économie de marché, mais, à les entendre brailler dans les rues, ils paraissent très mauvais pédagogues.

4

L'humilité pousse Vincent Beaufils à oublier qu'Orsenna fut aussi vice-président du conseil de surveillance de Vivendi et à taire la présence parmi les membres du Codice de Jacques Julliard, employé, tout comme Fauconnier, du *Nouvel Observateur*, un hebdomadaire possédé par... Claude Perdriel. Mais le président du Codice a également embrigadé dans son Conseil deux journalistes qu'il ne salarie pas directement: François De Closets et Éric Le Boucher. L'un publie régulièrement des pamphlets antisyndicaux; l'autre est le Jean-Marc Sylvestre du *Monde*.

Résumons: sur demande du ministère des Finances, cinq représentants de la presse écrite, chaperonnés par des patrons, acceptent de propager dans les écoles et les médias la «culture» d'entreprise. À Cuba ou en Corée du Nord, une officine de propagande composée de la sorte dans le but d'insuffler le «marxisme-léninisme» aux adolescents aurait aussitôt déchaîné l'indignation de Reporters sans frontières.

5

Senior adviser à la banque Lazard (lire p. 4-6), Daniel Cohen squatte les médias depuis des années – *Le Nouvel Observateur* en particulier – pour réclamer la privatisation des services publics, qui pourtant l'emploient comme professeur d'économie. Nul n'incarne mieux la «réconciliation de l'école et de l'entreprise». L'ultralibéral Éric Le Boucher a d'ailleurs bramé de bonheur en lisant le *«formidable livre de Daniel Cohen»* (*Le Monde*, 10.9.06).

6

La richesse de rime permet d'apprécier la valeur de l'hebdomadaire lorsqu'il compose des slogans pour le ministre des Finances. Privatisations, baisse d'impôts, rigueur salariale: c'est la vie. Nationalisations, expropriation, taxation des hauts revenus: c'est la mort. Pour diffuser ce message dans les écoles, le patronat s'avancera cette fois sous le masque de Jacques Julliard. Fort heureusement ce dernier épouvante les enfants qui l'associent à Gargamel, le sorcier des Schtroumpfs. À quoi servira donc le Codice? D'abord à convaincre les journalistes. Un peu comme les commissions instituées par le gouvernement pour justifier la «réforme» des retraites en 2003. Luc Ferry l'a confessé: *«Ce qui a permis de convaincre, c'est qu'il y avait eu avant des comités, des conseils qui s'étaient réunis. Et d'une certaine façon, les élites notamment journalistiques savaient qu'il n'y avait pas autre chose à faire.»* (France 3, 22.1.05).



♥♥♥♥♥♥♥♥♥ **La rubrique de l'amour** ♥♥♥♥♥♥♥♥♥

♥ **5 juillet.** Dans les colonnes de *Libération*, Alain Duhamel encense *« la marque July »* qui a su incarner le passage *« du gauchisme romantique au réformisme non conformiste » : « Cette génération-là a changé d'univers et de siècle. Elle a connu la France protectionniste et bloquée, elle a exploré la France ouverte et vulnérable. »* Elle a enfin embauché Duhamel comme chroniqueur politique.

♥ **6 juillet.** En toute indépendance, le directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, Laurent Joffrin, inscrit le nom de Jean Daniel à la rubrique « En hausse ». En effet, ce dernier *« s'est vu attribuer le prestigieux Ischia International. C'est le deuxième grand prix italien, après le Viareggio (2005), que reçoit le directeur et fondateur du* Nouvel Observateur*. Cette récompense salue une carrière journalistique internationale »*.

♥ **13 juillet.** Dans *L'Express*, une brève de la rubrique « Les indiscrets » assure la promotion des affaires de Jacques Attali, lequel *« a lancé, lors d'un déplacement à Amman au cours duquel il a notamment rencontré la reine Rania de Jordanie, les activités de PlaNet Finance »*. Indiscrétion très relative : Attali est chroniqueur à *L'Express*.

♥ **20 juillet.** Dans *Le Point*, qui consacre une nouvelle fois sa « une » à Nicolas Sarkozy, le patron de l'UMP commente une photo de lui avec Martin Bouygues : *« Martin, c'est pour moi la définition de l'amitié, de la droiture, de la fidélité. Depuis vingt-cinq ans bientôt, nous nous parlons tous les jours. »* Du sommaire du journal de TF1 ?

♥ **10 août.** Dans Le *Nouvel Observateur*, Jean Daniel réagit avec sa modestie coutumière à une tribune d'Elie Barnavi sur la guerre du Liban : *« Je trouve certains de ses arguments d'autant plus cohérents qu'ils étaient les miens dans un précédent article. »*

♥ **13 août.** Nouveau directeur de *L'Express*, Christophe Barbier ne sort pas trop écorné d'un portrait brossé par Ariane Chemin. La journaliste du *Monde* trouve Barbier *« loyal et élégant »* et s'extasie à la lecture de son *« remarquable »* livre sur Mitterrand, qui présente *« des subtilités et des bonheurs proustiens à chaque page »*.

♥ **2 septembre.** Jean-François Kahn, directeur de *Marianne*, réquisitionne la couverture et quatorze pages de l'hebdomadaire pour assurer la promotion de son ouvrage *Les Bullocrates,* mis en vente au même moment. Titre de une : « La bulle. Plongée dans cette France d'en haut coupée des réalités ». Quelques semaines auparavant, Kahn s'indignait du marketing médiatique déployé par Sarkozy pour écouler son ouvrage.

♥ **13 septembre.** *Le Canard enchaîné* révèle que *« le nouveau directeur des programmes de Direct 8, la chaîne de Vincent Bolloré sur la TNT, s'appelle Yannick Bolloré, fils du susnommé »*. Avec Bouygues fils, Lagardère fils, Dassault fils et Pinault fils, Bolloré fils expliquera que le libéralisme récompense le mérite, pas la naissance !

♥ **15 septembre.** *Le Figaro* informe que *«Dassault Aviation veut étoffer son offre»*. Il était urgent de tranquilliser ses lecteurs inquiets : *«Les délais contractuels signés avec les 92 clients du 7X seront respectés, assure l'avionneur»* – qui a accepté de se confier au *Figaro*. Autres bonnes nouvelles : *«Le Rafale a deux prospects : la Suisse et la Grèce.»* Sans oublier l'Arabie saoudite et l'Inde, précise le quotidien détenu par Dassault.

♥ **18 septembre.** TF1 diffuse un film de Serge Moati à la gloire de François Pinault, premier actionnaire individuel de TF1, et de son musée d'art moderne à Venise. Pour mieux cerner le personnage, Moati interroge Alain Minc (conseiller de Pinault) et BHL (intime de Pinault). Le philosophe explique que son ami multimilliardaire *« est le contraire d'un bourgeois »*. Un prolétaire ?

♥ **27 septembre.** *« Mais si, la presse écrite a un avenir ! »*, affirme la couverture du *Parisien-Aujourd'hui en France*. L'« expert » interviewé se nomme Jean Hornain, directeur général du *Parisien* et d'*Aujourd'hui en France*. Titre de l'entretien : « Nous enrichissons sans cesse notre offre ». Et notre indépendance.

Le Monde, droit dans le mur de l'argent

Au grand soulagement de ses ultimes lecteurs, *Le Monde* poursuit la stratégie industrielle qui devrait hâter ses retrouvailles avec *Libération* dans le caveau de famille du Parti de la presse et de l'argent.

Avant d'ouvrir la bouche, Jean-Marie Colombani a épousseté son costume, croisé les doigts sur son ventre et basculé son fauteuil en moleskine: *« Quand j'ai été nommé à la tête de la maison* Monde *en 1994, nous avions 1 200 salariés, 90 millions d'euros de chiffre d'affaires, une faillite avérée, des fonds propres négatifs et une diffusion à son plus bas niveau historique. Douze ans plus tard, si l'opération PQR Sud* [avec Lagardère] *est enclenchée, nous pèserons 5 000 personnes, 900 millions de chiffre d'affaires, dans un groupe à l'équilibre, plus large et plus fort. Cela dit, c'est à Alain Minc, président du conseil de surveillance, avec ce dernier, de décider de renouveler ou non mon mandat. »* Miséricordieux, le journaliste de *Paris Match* (24.5.06) qui recueillait cet « entretien » s'abstint de relever que le subordonné d'Alain Minc n'avait pas soufflé mot de la dimension journalistique de son bilan.

Des bouées pour une enclume

Le Parti de la presse et de l'argent ripoline ses vitrines. Éjecté de *Libération* comme une douille percutée, Serge July renaît dans les braillements d'un chroniqueur de RTL. Naguère hanté par la mauvaise conscience, le patron du *Monde* camouflait son ambition de parvenu sous les manières onctueuses du prélat. Pour maintenir à flot le rafiot discrédité du *Monde*, il avait entrepris de lui accoler deux « flotteurs » : un pôle de presse régionale (groupe Midi libre, racheté en 2000 en collaboration avec Lagardère) et un autre de presse magazine (*Le Monde2*, *Les Cahiers du cinéma*, *Courrier international*, *Télérama* – racheté en 2003). Mais, malgré ses bouées, le quotidien vespéral pique du nez, atteint par les torpilles de *PLPL* et celles de l'enquête de Pierre Péan et Philippe Cohen (*La Face cachée du* Monde, 2003). En cinq ans, l'entreprise a accumulé 140 millions d'euros de pertes. Simultanément, le flux publicitaire se tourne vers d'autres médias: Internet, « gratuits », téléphonie mobile, télévisions locales. Début 2005, Colombani et Minc vendent 17 % du groupe en perdition à l'ami Lagardère, lequel exige que Colombani lui offre en prime une brosse à dents en poils de moustache. Aussitôt licencié, Plenel échappe de justesse à l'épilation. Pour Colombani, la messe est dite: il est temps de tomber la soutane et de braire tous les ponts aux ânes: *« Nous vivons une révolution dans l'information.* [...] *On est obligé d'être dans une recherche permanente de ce que pourraient être des nouvelles façons de faire voyager de l'information, de la valoriser, et de créer de la recette »* (France Culture, 20.8.06.)



Premier temps: créer une filiale avec Lagardère pour réunir en une seule entité, contrôlée par *Le Monde*, *La Provence*, *Nice matin*, *Var matin*, *Corse Matin* et les publications du *Midi libre*. *« Cet accord*, explique Arnaud Lagardère, *devrait déboucher sur une nouvelle force de frappe publicitaire »* (*Le Figaro*, 9.3.06). Au groupe Ouest France, en position de quasi-monopole dans l'Ouest, répondra le « pôle Sud » *Le Monde*-Lagardère, pour le plus grand profit du « pluralisme ». Le 29 septembre, 54 % des journalistes du *Monde* votaient contre ce projet.

La « révolution des euros » de Colombani embraie néanmoins sur une seconde étape. Elle consiste à lancer des journaux « gratuits » comme on sème des sacs-à-pub. En février 2002, un éditorial de Colombani accusait *Métro* et *20 Minutes* de *« préparer le terrain d'une uniformité mortelle pour l'information »* (*Le Monde*, 19.2.02). Simultanément, le procureur-prélat négociait avec le « gratuit » *20 Minutes*, dont il favorisait l'introduction en France avant de l'imprimer sur ses rotatives[1]. D'ailleurs, les cadres supérieurs qui garaient en 2002 leurs berlines dans les parkings du groupe Vinci (alors dirigé par le rapace Antoine Zacharias et administré, à prix d'or, par Alain Minc) recevaient gratuitement *Le Monde*. Ce qui permettait au journal de doper artificiellement ses chiffres de diffusion (*Le Figaro* opère de la même manière dans les hôtels et les épiceries de luxe). Depuis cette époque, le petit Jean-Marie a mûri. Le risque d'une *« uniformité mortelle »* lui paraît moins redoutable. *« Le grand problème que nous pose la presse gratuite,* admet désormais le patron du *Monde*, *c'est la captation d'une part de la recette publicitaire qui normalement irait vers les journaux avec régularité »* (France Culture, 20.8.06). En juillet dernier, *Le Monde* annonce donc la création d'un « gratuit » parisien du matin en partenariat avec le milliardaire Vincent Bolloré (conseillé par Alain Minc), déjà propriétaire de la chaîne de télévision Direct 8 (où officie Alain Minc...) et du « gratuit » people *Direct soir.* Il est de surcroît président du groupe publicitaire Havas.

Le divin enfant né de l'accouplement entre Colombani et Bolloré s'insérera dans « Ville Plus », un réseau de gratuits adossés à des quotidiens régionaux, qui sévit à Marseille, Lille, Lyon, Bordeaux. *Le Monde* compte mettre à contribution son nouvel empire de presse régional dans le Sud: *« Notre arrivée sur le marché des gratuits doit permettre au* Monde *et aux quotidiens régionaux du groupe de capter des recettes publicitaires nouvelles »*, précise Colombani (*Les Échos*, 27.7.06). Elle permettra aussi au *Monde* d'achever *Libération*, qui n'en finit pas de s'écrouler. Ivre de félicité, Gérard Courtois, directeur de la rédaction du *Monde*, feint l'épouvante en imaginant *« se retrouver, un matin, dans un monde sans* Libé *»* (*Le Monde*, 2.7.06). Pour faire bonne mesure, *Le Monde* projette la reprise du *Magazine d'Air France*: en matière de presse d'entreprise et de léchage d'actionnaires, le quotidien dispose d'un savoir-faire inestimable.

Colombani ramasse sa philosophie en une phrase: *« Il ne s'agit plus de commercialiser auprès des annonceurs de la diffusion payante, mais de vendre des audiences »* (*Les Échos*, 27.7.06). Hier, les journaux louaient leurs lecteurs aux annonceurs. Désormais, ils « vendent les audiences » de leurs sites Internet, de leurs gratuits et, très accessoirement, de leur presse payante. Et demain ? En quittant *Libération*, Serge July avait préconisé *« la transformation de notre équipe journalistique en productrice de contenus signés* Libération *pour différents supports »* (*Libération*, 30.6.06). Estimant que la presse *« n'est plus viable économiquement dans sa forme ancienne »*, July entrevoyait la création de mastodontes multimédias dont les rédactions, crédibilisées par la « marque » du journal, deviendraient des prestataires de services injectant des bribes d'information sur les téléphones portables, des blogs, des radios Internet. *« Pour être crédible sur écran*, opine Colombani, *il faut avoir une légitimité. Et cette légitimité, elle est donnée aux États-Unis par la marque du* New York Times, *en France par la marque du* Monde, *en Grande-Bretagne par la marque du* Financial Times, *etc. »* (France Culture, 20.8.06).

Le Monde réduit à informer en deux lignes sur un téléphone mobile ? Rarement l'ambition du quotidien aura été à ce point ajustée au talent de ses journalistes.



1 Lire sur ce point Pierre Péan et Philippe Cohen, *La Face cachée du Monde*, Mille et une nuits, 2003, p. 499-511.

Vive les profits !

Le Monde, journal de l'actualité heureuse, n'informe plus sur les trains en retard. Le 8 août dernier, dans un éditorial intitulé « profits consensuels », il jappe de joie devant les bénéfices record des multinationales françaises, qui *« n'assurent pas seulement des dividendes aux actionnaires »* mais produisent aussi *« des effets sur l'emploi et sur les revenus des Français »*. Grâce à l'obésité financière de Total, des banques et des industriels, *« les ménages ont meilleur moral et le chômage baisse plus vite que prévu. »* Le 14 septembre, l'éditorialiste frétille devant l'offensive *« bienvenue »* de François Fillon contre les régimes spéciaux de retraite: *« Dire que, élu, Nicolas Sarkozy s'attaquera à cette réforme, c'est parler clair aux électeurs. »* Le 19 septembre, c'est la défaite électorale de la gauche suédoise qui chavire les colombanistes: elle prouve que la *« stratégie de forte assistance sociale conduit trop souvent à décourager de travailler. C'est un défaut intrinsèque que la gauche suédoise a manifestement tardé à corriger. C'est aussi une leçon pour les gauches européennes. »* Avis aux candidats.

En 1871, les communards lançaient un « débat citoyen »…

Faut-il interdire la presse bourgeoise ?



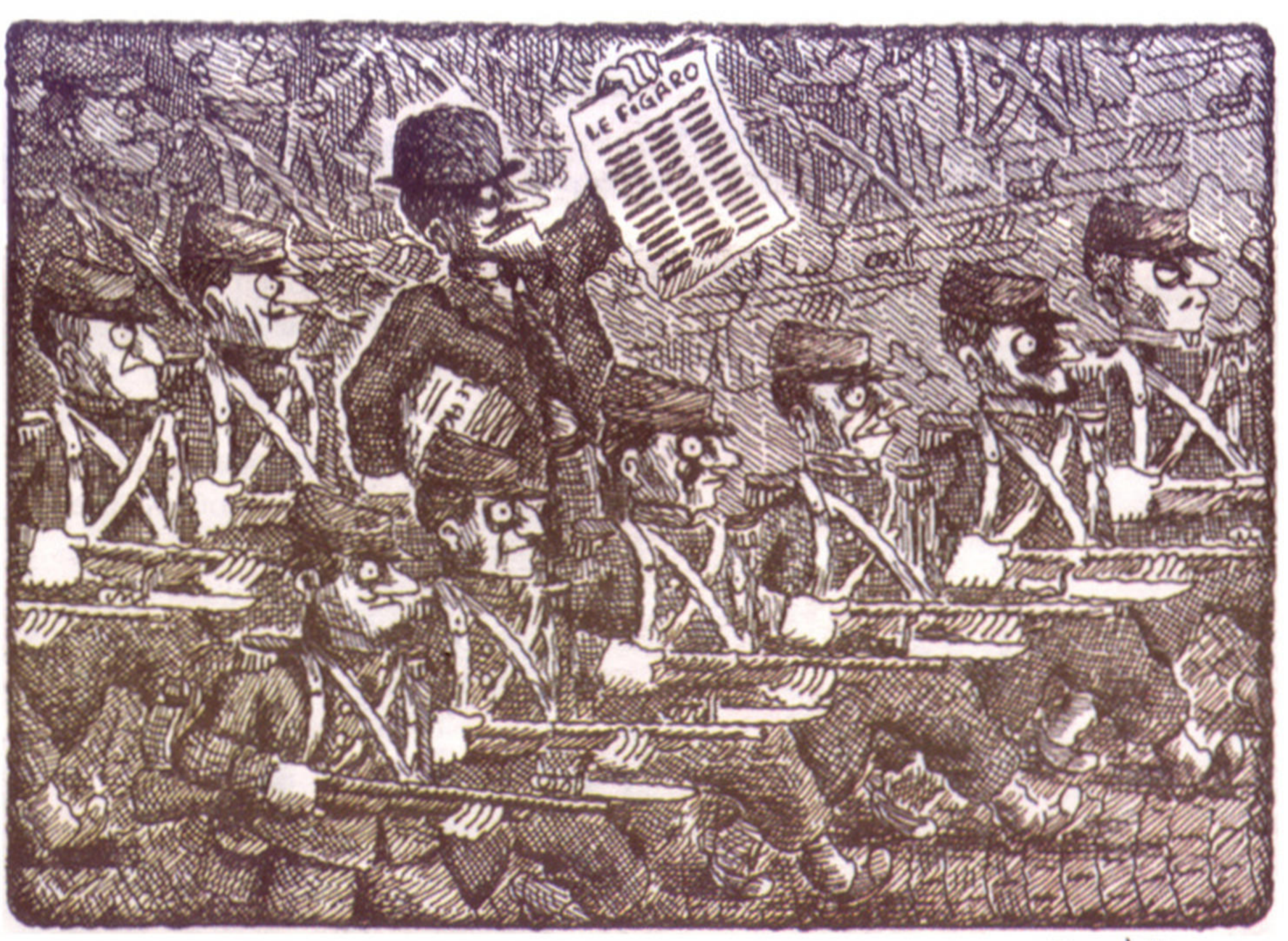
18 mars 1871 : lorsque la nouvelle de l'insurrection parisienne parvient aux oreilles du directeur du *Figaro*, Henri Cartier de Villemessant, cet inspirateur de Nicolas Baverez manque de s'étrangler. Comment ? *« Cette tourbe de ribauds, d'athées, de brouillons, d'énergumènes et de niais menée à l'assaut par la lie de la basse littérature, de l'avocasserie infime et du journalisme de cabaret*[1] *»* ose se révolter ? Les rédactions républicaines font écho, comme celle du *Siècle*, épouvantée par la *« lie de repris de justice et de criminels*[2] *»* : la jeune République, proclamée le 4 septembre précédent sur les cendres de l'empire de Napoléon III, doit être protégée à tout prix. Déjà humiliée à Sedan par le Prussien moustachu Bismarck, la France ne peut se livrer aux gueux de la Garde nationale flanqués d'une populace avinée ! La République, la vraie – bourgeoise et catholique – siège à Versailles. Son gouvernement, dirigé par Thiers, et son Assemblée nationale brûlent de lancer l'armée contre les « rouges ».

Pendant ce temps, à Paris, les ancêtres du *Plan B* jusqu'alors interdits reparaissent. Au *Cri du peuple* de Jules Vallès se joignent les voix de nouvelles feuilles baptisées *La Commune*, *La Sociale*, *La Nation souveraine*… Mais, en face, les râles de la presse contre les *« braillards de la rue »* (*Le Figaro*) s'amplifient. Et chauffent les oreilles du comité central de la Garde nationale, qui s'en émeut : *« On se demande comment il peut se trouver une presse assez injuste pour déverser la calomnie, l'injure et l'outrage sur ces citoyens »*, s'interroge-t-il dans le *Journal officiel*. *« Les travailleurs, ceux qui produisent tout et ne jouissent de rien, […] devront-ils donc sans cesse être en butte à l'outrage ? Ne leur sera-t-il jamais permis de travailler à leur émancipation sans soulever contre eux un concert de malédictions ?*[3] *»*

« À bas *Le Figaro* ! À bas les mouchards ! »

De son côté, le peuple de Paris abhorre la presse qui ment. *« Ainsi, pendant le siège,* écrit le directeur du *Figaro* dans ses Mémoires, *un soir que nous étions réunis comme d'habitude à la rédaction, nous entendîmes un grand bruit dans la rue. C'étaient des gardes nationaux […] qui allaient manifester chez M. Thiers. […] Comme leur cri de ralliement a toujours été et sera toujours, je l'espère : "À bas* Le Figaro *!", les citoyens ne manquèrent pas de le hurler en arrivant devant le journal. Tous ces gens ivres morts étaient armés jusqu'aux dents ; et d'instinct, sentant que nous ne pouvions pas être nombreux, se préparaient à la lutte. J'avoue, franchement, que la foule m'a toujours paru redoutable ; […] Au moment où nous sortions, un des gardes nationaux, des plus excités, d'horrible aspect, se mit à hurler d'une voix enrouée : "À bas* Le Figaro *! À bas les mouchards !"*[4] *»*

Dès le 19 mars, les insurgés envahissent les locaux du *Figaro* et du *Gaulois*. Mais le comité central de la Garde nationale, encore timide, réaffirme naïvement la liberté de la presse en *« espérant que les journaux se fer[o]nt un devoir de respecter la République, la vérité, la justice*[5] *»*. Autant apprendre les textes de Nana Mouskouri à un âne chauve. Lorsque le comité central annonce des élections pour le 22 mars, vingt-huit journaux (dont *Le Constitutionnel*, *Le Moniteur universel*, *le Figaro*, *La Presse*, *Le Gaulois*, *La Vérité*) crient à la dictature. Parmi les anticommunards venus crier « Vive l'ordre ! » sur la place Vendôme le 22 mars, on compte de nombreux journalistes…



La remise des loyers, la reprise par des coopératives ouvrières des ateliers abandonnés, une démocratie directe associée à un programme socialiste et fédéraliste, tout cela horrifie la presse bourgeoise. Laquelle sait aussi que le maintien de la Commune ne tient qu'à un fil : face aux 130 000 Versaillais bavant sur leurs fusils aux portes de la capitale, les 20 000 Parisiens en état de combattre ne peuvent tenir longtemps. De surcroît, les « communes » proclamées à Marseille, Lyon, Saint-Étienne, au Creusot, à Narbonne ou encore à Toulouse se montrent trop fragiles pour perturber durablement les dîners mondains.

Progressivement, les communards cessent de tolérer que des journaux suspendus par le Comité de sûreté générale mais publiés impunément de Versailles fassent pleuvoir sur leurs casquettes la grêle quotidienne du mensonge. Le 18 avril, le ton monte : *« Le citoyen Rigault donne lecture de quelques passages du* Bien public *et de* La Cloche *et demande si, dans les circonstances présentes, on peut laisser paraître des feuilles qui appellent les troupes de Versailles "nos soldats"*[6]. *»* Vallès s'y oppose et réclame *« qu'on supprime tous les journaux, mais qu'on ne frappe pas quelques journaux particuliers »*. Il n'est pas suivi sur ce point. Un mois plus tard, après l'interdiction de plus d'une vingtaine de titres, le Comité de salut public prohibe la parution de tout *« nouveau journal ou écrit périodique politique »* jusqu'à la fin de la guerre. *« Ce décret*, ironise le citoyen Rastoul, *me paraît vouloir établir l'infaillibilité de la Commune, puisqu'il a la prétention de ne laisser parler que les journaux qui lui plaisent. »*

L'armée fusille, la presse mitraille

Les Versaillais disposent cependant d'un instrument encore plus meurtrier que leur presse. Le 21 mai, l'armée entre dans Paris. Jules Vallès, qui comptait *« sauver »* l'homme grâce à un nouveau *« journalisme révolutionnaire »* (*Le Cri du peuple*, 26.2.1871), découvre de nouvelles priorités rédactionnelles : *« Il ne faut pas peser les gouttes d'encre quand il coule des flots de sang, et ce n'est pas avec une plume mais avec une baïonnette que doit être écrite cette histoire admirable de Paris debout et victorieux »* (*Le Cri du peuple*, 18.4.1871). La Semaine sanglante se solde par 1 200 morts côté versaillais et… 30 000 à 35 000 côté parisien. *« Pendant que les soldats fusillaient, la presse conservatrice leur signalait les victimes »*, relève Camille Pelletan[7]. *Le Moniteur universel* se réjouit du massacre des *« plus épouvantables monstres qui se soient vus dans l'histoire de l'humanité »*. *Le Figaro* s'inquiète : *« Nos soldats ont simplifié la besogne des cours martiales de Versailles en fusillant sur place ; mais il ne faut pas se dissimuler que beaucoup de coupables ont échappé au châtiment… »* (8 juin) Qu'il se rassure. Grâce aux centaines de milliers de dénonciations dont, bien avant Outreau, la presse s'est fait une spécialité, plus de 13 400 personnes sont condamnées, dont 29 exécutées et 400 déportées en Nouvelle-Calédonie. La liberté de la presse marque ainsi son retour.

Jules Vallès se réfugie en Angleterre. Revenu en France en 1883, il accepte d'écrire dans le nouveau quotidien bourgeois *Le Matin*. Mais à une condition : signaler dès le premier numéro qu'il n'a rien oublié et rien renié. *« Chez vous, c'est aux bourgeois que je parlerai,* écrit-il. *Je n'espère point les convertir, mais je les aurai avertis. Devant le mur, aux heures tragiques, ils n'auront rien à réclamer. Merci de m'avoir offert votre fenêtre pour les haranguer, avant de tirer dessus, s'ils nous y forcent »* (25.2.1884). Des accents sardoniques qui font parfois défaut à Bové, Buffet ou Besancenot quand ils paraissent aux fenêtres de la presse bourgeoise.

---

1 Extrait du *Figaro*, cité dans *Le Roman du* Figaro, www.lefigaro.fr/roman.

2 Cité dans Claude Bellanger, J. Godechot, P. Guiral, F. Terrou, *Histoire générale de la presse française*, tome II : « De 1815 à 1871 », PUF, 1969.

3 Prosper-Olivier Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*, La Découverte, 2000 (1876), p. 136-137.

4 Cité dans Madeleine Roget-Moulieras, H. Cartier de Villemessant, *1854. Naissance d'un journal*. Le Figaro, éditions de l'Officine, 2003, p. 359-362.

5 Cité dans Prosper-Olivier Lissagaray, *op. cit.*, p. 138.

6 *Procès-verbaux de la Commune de 1871*, édition critique par G. Bourgin et G. Henriot, 2 tomes, éd. Ressouvenances, 2002.

7 Camille Pelletan, *La Semaine de mai*, Paris, 1880.

LE PROCÈS de Jacques Marseille

Gardes, faites entrer l'accusé !

Le président : Jacques Marseille, vous êtes l'historien économiste préféré de Sarkozy, des médias et du Medef. Vous avez réclamé le malheur du peuple ; le peuple réclame aujourd'hui votre châtiment.

L'accusé : Oui, je me suis rendu à l'université d'été du Medef en 2002. À l'époque, ma carrière médiatique ne décollait pas (*PLPL* et Acrimed ne parlaient jamais de moi !). J'en avais assez de n'être connu que par mes manuels de propagande scolaire pour lycéens de terminale. En frayant avec mes hôtes du Medef, j'ai retrouvé mes vieux camarades de parti Alexandre Adler et Jean-Louis Gombaud. On avait milité ensemble au PCF. Les deux écrivent maintenant pour Dassault dans *Le Figaro*. [Marseille rit et agite les bras.]

Le président : Venez-en au fait !

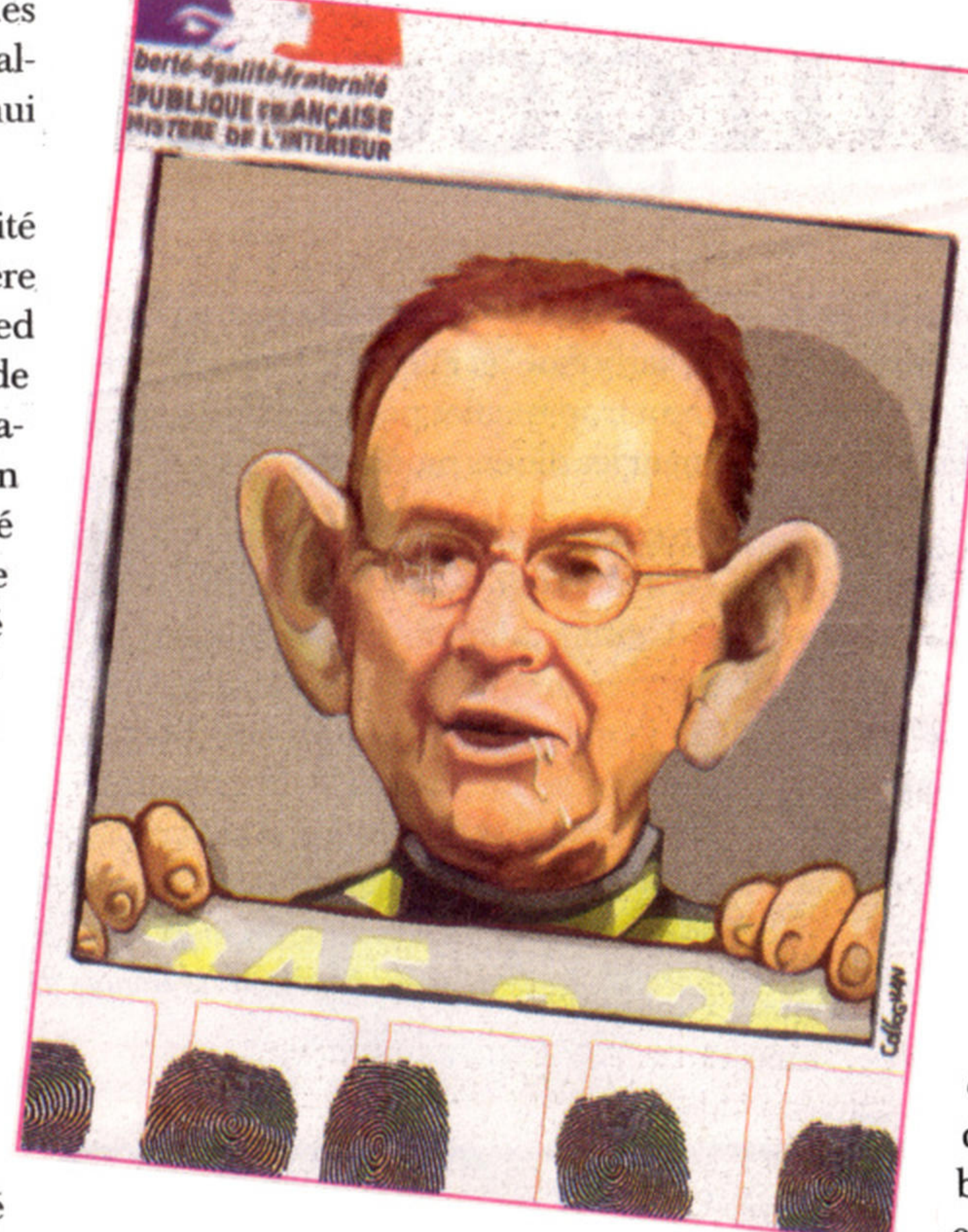
L'accusé : Justement, j'y viens monsieur le Président. Aux agapes du Medef, il y avait aussi Élie Cohen, Jérôme Jaffré, Pascal Lamy, Michel Maffesoli et Maurice Lévy. Autant dire un poker d'as d'abonnés aux émissions de la télé ou aux pages « Débat » du *Monde* et de *Libération*. Ils m'ont enseigné les techniques permettant d'être médiatisé. Élie, qui avait sommé Jospin de privatiser France Télécom, m'a expliqué – entre deux robustes cassoulets – que la télé raffole des rebelles fustigeant le « modèle français » et louant les « réformes » exigées par le Medef. À l'université d'été, j'ai également rencontré Guillaume Sarkozy, président de l'Union des industries textiles. Il m'a mis en rapport avec son frère Nico [ndlr : Nicolas Sarkozy]. Depuis, je conseille ce dernier tout en gardant un œil sur l'autre Nicolas – Baverez – lequel se pousse du col pour être l'unique économiste thatchérien squattant la télé.

Le président : Est-ce pour souligner l'archaïsme des analyses de votre rival que vous avez déclaré sur France Inter : *« Si Nicolas Baverez avait existé en 1356, il aurait pu écrire "La France qui tombe" »* ?

L'accusé : La France dégringole en effet depuis la fin du règne de Charles V, lequel, comme je l'ai expliqué, en condamnant l'oisiveté des Frères mendiants, a dit : il faut travailler. Cela a représenté un basculement très important vers la modernité.

Le procureur : Chaque fois que l'accusé vante le travail, c'est pour enrichir le capital. Il juge extravagant le traitement des fonctionnaires, mais la plupart d'entre eux ne sont pas, comme lui, simultanément éditorialistes associés au *Point*, bonimenteurs permanents du petit écran et auteurs couverts d'euros. Car son traitement de professeur à temps plein, payé par le contribuable, ne lui suffit pas. Résultat : ses étudiants ne doivent pas le voir souvent, sauf s'ils le regardent à la télé utiliser à son profit leurs travaux de recherche.

La défense : D'autres font pareil. Bernard Maris, que mon client apprécie de plus en plus au demeurant, est aussi professeur d'université, salarié permanent d'un hebdomadaire dont j'ai oublié le nom – vous savez, celui qui publie des dessins à la Faizant pour cadre socialiste et dont les notaires adorent les éditoriaux –, chroniqueur sur France Inter et débatteur sur I-Télévision…



Le procureur : [d'une voix très dépitée] Mouais, admettons… Reste que l'accusé, qui abhorre les cumuls et les avantages acquis, s'en goinfre. Il peste contre les « régimes spéciaux » des retraites, mais oublie que ses amis Sarkozy et Fillon vont cumuler une demi-douzaine de pensions bien dodues (maire, ministre, etc.). Dans moins de quatre ans, par exemple, le patron de l'UMP pourra toucher – à 55 ans ! – sa retraite de député. Plus de 4 800 euros brut. Un conducteur de train en activité ne gagne que 2 600 euros par mois, travaille un week-end sur deux, une fête sur trois, dort une nuit sur trois en dehors de chez lui et, une année sur deux, ne peut prendre ses congés ni en juillet ni en août avec ses amis abonnés du *Plan B*. Les voilà, ces privilégiés que dénonce l'universitaire Marseille dont l'emploi est garanti à vie afin qu'il puisse gronder chez Yves Calvi contre l'emploi garanti à vie.

> « La haine des Français contre le "mur d'argent" mine les bases fragiles de notre démocratie. »

L'accusé : En avril dernier, dans *Le Point*, j'ai analysé le ton nauséabond que vous employez contre l'élite que nous représentons [Il lit.] : *« Il est malsain de flatter à l'excès les rancœurs d'un peuple. Des enragés de 1793 aux babouvistes de 1796, des contempteurs des 200 familles dans les années 30 à ceux du CAC 40 aujourd'hui, aucun n'a jamais fait avancer les choses. La haine des Français contre le "mur d'argent" mine les bases fragiles de notre démocratie. »* Je vous remercie. [Marseille salue, comme au théâtre, puis il sort de sa poche une fiole d'eau de Cologne et s'en asperge.]

Le procureur : Vous n'êtes pas à Broadway… L'homme qui paie vos chroniques du *Point*, François Pinault, est la quatrième fortune de France. Le mur d'argent, il le construit ! Quand il a marié son fils, étaient présents à la noce Jean-Marie Messier, Bernard Arnault, Claude Bébéar, Jean-Louis Beffa, Vincent Bolloré et Albert Frère. *« Il y a tout le CAC 40 »*, s'émerveilla même un invité. Pas étonnant que Pinault ait goûté votre propos.

L'accusé : Vous confirmez tout ce que j'ai écrit [Il prend à nouveau la pose et se cite.] : *« Nous avons toujours détesté l'argent, l'entreprise, la richesse ; nous avons une forte tradition catholique et une forte tradition marxiste, et les deux diabolisent l'économie de marché. La pauvreté, c'est essentiellement subjectif. C'est la psychologie individuelle qui en est largement responsable. »* La termite populiste semble gagner les tribunaux, trop laxistes pour les délinquants, assistés, fonctionnaires ; trop sévères envers les entrepreneurs qui travaillent dur et paient trop d'impôts.

Le procureur : François Pinault n'a pas réglé d'impôt sur la fortune en 1997. [Il sourit, content de son effet.] Quant au prévenu, il vient d'être condamné par les prud'hommes pour n'avoir pas payé les charges sociales d'une de ses employées. Et comment a-t-il réagi ? Je le cite [Il se rengorge et déclame, tel Marseille lisant du Marseille.] : *« Cette femme était employée en free-lance. Elle venait quand elle voulait, elle avait la clé des bureaux, elle n'avait aucune contrainte. »* Aucune en effet, si ce n'est celle de travailler pour un patron très entreprenant, surtout avec ses employées, hé, hé.

L'accusé : Vous me faites un odieux procès de Moscou ! Votre cour aimerait m'enfermer dans un camp. Mais les penseurs les plus divers saluent mes analyses. L'UDF Jean-Louis Bourlanges a adoré mon livre sur le colonialisme, le socialiste Jacques Julliard recommande mes chroniques du *Point* ; le chevènemento-sarkozyste Max Gallo ne cesse de rendre hommage à mes travaux. Et le monarchiste Stéphane Bern s'est pâmé : *« J'adore ce qu'il écrit. Je trouve ça passionnant. »*

Le procureur : Va-t-il nous débiter tout son *press-book* ? Car, parmi ses zélateurs, il y a aussi [il récite] le mensuel *L'Histoire* (qui appartient aussi à Pinault) Christine Ockrent, Yves Calvi, l'émission de France Inter « Rue des entrepreneurs »…

L'accusé [qui l'interrompt] : Et n'oubliez pas *Libération*, qui m'a consacré deux pages d'« entretien ». Certains de mes amis ont cru que les questions, à vrai dire très sucrées, de ce quotidien de gauche dont je déplorerai la disparition prochaine, avaient été dictées par mon attachée de presse [Il rit.]. Toutefois, l'affrontement ne m'effraie pas. J'ai ainsi croisé le sabre avec Alain Duhamel sur le thème : « Faut-il que le sang coule pour que la France se réforme ? »

Le président : Et votre réponse ?

L'accusé : Oui. C'est pour cela que je soutiens Sarkozy. J'ai eu l'occasion de l'écrire : *« La France est fondamentalement bonapartiste dans ses gènes. Elle a besoin d'un homme fort, autoritaire, populaire, qui prenne des décisions. »*

Le président : Eh bien, la nôtre est prise. Dix ans sans aller « chez Calvi ». Et une peine d'intérêt général : vendre à la criée *Le Plan B*. En place de grève, évidemment.

Prochain Plan B le 8 décembre